

DE L'INDIGNITÉ EN MATIÈRE D'ÉLECTION ET D'ÉLIGIBILITÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 17 juin 1909, à 2 heures 1/2

PAR

SOLIRÈNE

Président : M. LARNAUDE.

Suffragants : { MM. LEFEBRE
 SOUCHON } *professeurs.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1909

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE L'INDIGNITÉ EN MATIÈRE D'ÉLECTION ET D'ÉLIGIBILITÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Jeudi 17 juin 1909, à 2 heures 1/2

PAR

SOLIRÈNE

Président : M. LARNAUDE.

Suffragants : { MM. LEFEBRE } professeurs.
 SOUCHON }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1909





Digitized by the Internet Archive
in 2026

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

L'élection, comme on l'a dit, est l'acte par lequel un groupe d'hommes choisit et désigne ceux qui le représenteront ou même le gouverneront. « Le principe électif, » selon M. F. A. Hélie (1), a pour base le droit que possède « tout citoyen d'être gouverné par des lois qu'il a votées » et de ne payer que des impôts consentis ».

Cette définition admise, on doit alors se demander quelle est la nature de ce droit. Et à ce point de vue, l'on constate généralement deux tendances dans les sociétés politiques. Elles sont d'ailleurs moins la conséquence de la forme du gouvernement que celle de la conception des droits naturels. Ces deux tendances, qui à l'origine ont été étroitement liées à deux espèces de formes de gouvernement dans une même nation, trouvent leur expression dans deux théories différentes : l'une envisage l'électorat comme une fonction ; l'autre le considère comme un droit.

(1) F. A. Hélie. *Dictionnaire de la politique*, (Block).

Le vote envisagé comme une fonction. — Le législateur a-t-on dit, remplit une fonction, une charge (1). Mais alors le fait d'élire ce législateur est à son tour en quelque sorte une fonction. Pour toute fonction il faut des garanties, des dispositions, de l'intelligence, un intérêt immédiat à éviter toute erreur. Et c'est cet intérêt qui est la garantie primordiale. Voilà même un des motifs pour lesquels le système censitaire est généralement à la base du suffrage restreint. On prend alors le droit de propriété comme fondement du droit d'élection. C'est bien lui qui a été la raison d'être du système représentatif à sa naissance.

Lorsqu'on a cherché à frapper d'un impôt légal l'individu qui n'est pas citoyen, il a fallu s'attacher à sa qualité de propriétaire.

De même on fait découler le droit de vote de l'inviolabilité de la propriété : l'Etat ne peut avoir que les seules ressources que lui accorde un vote. Mais en ce cas ne peuvent voter que ceux qui contribuent.

Cet argument serait bon si l'impôt constituait à lui tout seul les charges publiques. Et le raisonnement de Mirabeau n'est guère plus solide quand il vient dire à la Constituante que ceux qui payent l'impôt ont plus d'intérêt à ce que l'Etat soit bien gouverné (2).

La justification du système censitaire se trouve donc

(1) Rossi. *Cours de droit constitutionnel*, 1877.

(2) Discussion du Marc d'argent, travaux préparatoires du décret de la Constituante du 22 décembre 1789.

dans ce fait que les gens qui ont une certaine fortune sont mieux à même de contrôler la marche des affaires publiques. Et cela surtout lorsqu'ils y apportent les garanties de savoir, d'intelligence et d'expérience que l'on trouve souvent dans les classes les plus aisées. Malgré tout ces qualités ne forment pas toujours l'apanage de la fortune. Il a même fallu renoncer à trouver aucune relation entre la valeur d'un homme et ce qu'il possède. A peine en effet établissait-on le cens dans une constitution que cela soulevait des récriminations justement motivées par l'exclusion des hommes les plus instruits. Le cens disparut avec la théorie qui voulait voir une fonction dans l'électorat.

Le vote envisagé comme un droit (1). — Comment imposer l'obéissance aux lois à une fraction de la nation qui n'avait pas voix à l'élection des assemblées législatives ?

Le suffrage universel a trouvé son argumentation la plus solide sous la plume de John Stuart Mill (2). Il dit que par la discussion politique et par l'action politique collective un homme, dont les intérêts sont bornés par ses occupations journalières à un cercle étroit, apprend à sympathiser avec ses concitoyens et devient sciemment un membre d'une grande communauté.

« Dans un gouvernement d'ailleurs populaire, ajoutez

(1) Louis Blanc. *Histoire de dix ans*.

(2) Stuart Mill. *Le gouvernement représentatif*.

« t-il, quiconque n'a pas de vote et n'a pas la perspective
« d'en obtenir, ou sera toujours mécontent, ou aura les
« sentiments d'un homme que les affaires générales de
« la société ne regardent pas, d'un homme pour lequel
« ces affaires doivent être dirigées par d'autres, qui n'a
« rien à voir aux lois, si ce n'est d'y obéir, et qui est
« dans la position d'un simple spectateur, quant aux
« intérêts et aux affaires publiques..... Indépendam-
« ment de toutes ces considérations, c'est une injustice
« personnelle de refuser à quelqu'un, à moins que ce ne
« soit pour empêcher de plus grands maux, le privilège
« élémentaire d'apporter sa voix (et une voix qui doit être
« comptée pour quelque chose) dans la décision d'affaires
« où il est aussi intéressé que les autres. Si on l'oblige à
« payer, s'il peut être obligé à se battre, si on exige qu'il
« obéisse implicitement, il devrait avoir le droit de
« savoir pourquoi, de donner ou de refuser son consen-
« tement, de voir compter son opinion pour ce qu'elle
« vaut, mais pas davantage. Dans une nation adulte et
« civilisée, il ne devrait pas y avoir d'hommes frappés
« d'incapacité, si ce n'est pas leur propre faute. Tout
« homme est dégradé, qu'il le sache ou non, lorsque
« d'autres, sans le consulter, s'emparent d'un pouvoir
« illimité sur sa propre destinée..... C'est pourquoi nulle
« combinaison de suffrage ne peut être satisfaisante d'une
« manière durable, si par cette combinaison une classe
« ou une personne se trouve exclue absolument, ou si

« le privilège électoral n'est pas accessible à toutes les personnes adultes qui désirent l'obtenir. »

Ce qu'il faut voir dans l'élection, c'est donc un droit, un de ces droits naturels dont Lafayette a pu dire « qu'il n'est permis à aucune puissance, pas même à une nation entière, de violer, pas même envers un seul homme ».

*
* *

Si l'on accepte la théorie qui fait de l'élection un droit, peut-on concevoir que ce droit vienne à se perdre par suite d'une indignité ?

Ce que l'on entend généralement par ce mot-là c'est une incapacité légale pour cause d'infamie.

Il semble à première vue qu'il y ait une contradiction absolue entre cette idée qu'un homme a comme tel un droit et cette autre que la société peut le lui retirer juridiquement à un moment donné. Et pourtant c'est là une chose constante dans les diverses branches du droit.

De combien de restrictions et de combien de pertes absolues de droits ne voyons-nous pas que l'indignité est cause dans différentes sphères. Si parmi les droits naturels il en est un qui paraisse plus naturel encore, pour ainsi dire, que tous les autres, il semble bien que ce soit le droit à la vie. Et tout de suite nous voyons qu'il est des indignes que la société condamne à mort. Pour d'autres elle se contente de les priver simplement d'un droit des plus précieux pour l'homme, celui de la liberté.

Si maintenant nous envisageons les droits privés, ne voyons-nous pas que l'indignité est cause de déchéances aussi flagrantes ?

En matière de droit successoral n'y a-t-il pas différents cas dans lesquels l'héritier ou le successeur est déchu ? Dans le cas où une personne a été assassinée, son meurtrier ne peut lui succéder. L'héritier qui connaissant le crime n'en a pas informé le parquet perd ses droits à la succession, lui aussi (1).

Il y a incapacité pour tout homme ou femme de laisser sa fortune aux enfants naturels incestueux ou adultérins qu'il pourrait avoir (2).

N'y a-t-il pas aussi en matière de donations une certaine déchéance qui rend le donataire incapable par suite d'ingratitude de conserver la propriété des biens que lui a donnés son bienfaiteur (3) ?

Ne voyons-nous pas enfin en matière de tutelle un père ou une mère perdre la tutelle de ses enfants pour cause d'indignité (4) ?

*
* *

Il semble donc que le droit d'élection ne doive pas trouver grâce, contrairement aux autres droits, quand il s'agit d'indignité. Et l'on ne saurait considérer comme une

(1) Code civil, art. 727.

(2) Code civil, art. 762, 763, 764.

(3) Code civil, art. 955.

(4) Code civil, art. 443, 444, 445.

atteinte au principe du suffrage universel le fait de priver de leur droit électoral des hommes qui s'en sont montrés indignes.

Pourtant les plus grands désaccords se sont établis sur ce point là. Auteurs et orateurs ont émis à ce sujet les idées les plus divergeantes.

*
* *

Parmi ces théories, les unes semblent refuser toute exclusion en matière d'élection, fût-ce même pour indignité.

Jean-Jacques Rousseau a écrit dans le *Contrat Social* (1) : « J'aurais ici bien des réflexions à faire sur le « simple droit de voter dans tout acte de souveraineté, « droit que *rien* ne peut ôter aux citoyens. »

Ailleurs (2) on lit encore : « Pour qu'une volonté soit « générale, il n'est pas toujours nécessaire qu'elle soit « unanime, mais il est nécessaire que toutes les voix « soient comptées ; toute exclusion formelle rompt la « généralité ». Rousseau dit enfin dans un autre passage : « Rien ne peut ôter aux citoyens le droit de voter dans « tous les actes de la souveraineté. »

Pétion disait lui aussi à la tribune de l'Assemblée constituante (3) : « Tous les individus qui composent « l'association ont le *droit inaliénable* et sacré de con-

(1) *Contrat social*, livre IV, ch. I.

(2) *Contrat social*, livre II, ch. II, (note édition de 1762)

(3) Assemblée constituante, séance du 4 septembre 1789.

« courir à la formation de la loi, et, si chacun pouvait
« faire entendre sa volonté particulière, la réunion de
« toutes les volontés formerait réellement la volonté générale.... Nul ne doit être privé de ce droit *sous aucun*
« *prétexte* et dans aucun gouvernement ».

Condorcet lui-même, dans son Rapport de la Constitution girondine, ne fait aucune restriction quand il dit : « La constitution d'Angleterre est faite pour les
« riches ; celle d'Amérique pour les citoyens aisés ; celle
« de France doit l'être pour tous les hommes. Donnez
« à tous les hommes les mêmes droits et il n'y a plus de
« révoltes. »

Dans le rapport sur le projet de la constitution que Boissy d'Anglas présentait à la Convention, le 5 messidor an III, on trouve la même idée exposée en ces termes :
« Nous n'avons pas cru qu'il fût possible de restreindre
« le droit du citoyen, de proposer à la majorité des
« Français ou même à une proportion quelconque
« d'entre eux d'abdiquer ce caractère auguste. La garantie
« que la société demande lorsqu'elle va déléguer un de
« ses pouvoirs est un résultat de ce droit collectif, de sa
« volonté générale. C'est après s'être organisée qu'elle
« délibère sur les conditions qu'elle exigera de ses magistrats ; son intérêt est son principe, et il ne peut y en
« avoir d'autre ; mais, lorsqu'elle se rassemble pour
« exercer cette première fonction, elle est composée de
« membres tous égaux ; elle ne peut en expulser *aucun*
« de son sein. »

Chez Jean-Jacques Rousseau comme chez ces orateurs de la Révolution, c'est implicitement, on le voit, qu'on trouve le refus de faire une exception au droit de vote au détriment d'hommes indignes.

Un orateur allait se lever en 1848, qui soutiendrait cette fois que l'indignité ne pouvait en aucun cas priver un homme de son droit d'élire ou d'être élu. C'est un socialiste : Pierre Leroux. Il s'écriera à la tribune de l'Assemblée nationale dans une séance mémorable le 21 février 1849 (1) : « La souveraineté du peuple est-elle, « oui ou non, votre principe ? Le peuple est-il, oui ou « non, votre souverain ? Si le peuple est souverain, vous « n'êtes que les mandataires de cette souveraineté. Et « s'il plaît au peuple de choisir ce que vous appelez un « voleur pour son représentant, le peuple votre souve- « rain a apparemment le droit de le choisir. Non seule- « ment le peuple a la souveraineté, mais il a tous les « droits qui sont l'apanage de la souveraineté. C'est le « peuple qui est la source de tout droit ; c'est lui, en « définitive, qui est la source du droit de grâce, comme « de tous les autres droits. Eh bien, quand un citoyen « n'aurait pas été réhabilité légalement, le peuple qui le « nomme son représentant, prononce pour cela même « son droit de grâce, qui est un droit souverain de la « justice....

« Quoi ! vous voulez, maintenant, dans une loi élec-

(1) *Moniteur Universel*, du 22 février 1849.

« torale, quand il s'agit de la souveraineté du peuple
 « et de sa manifestation, lorsque vous êtes là devant le
 « peuple, le seul souverain sur la terre, vous voulez
 « déterminer que ce peuple ne pourra pas librement
 « choisir, et qu'il y aura des catégories ! Vous violez le
 « principe, vous dis-je, vous violez la base même de la
 « République, vous violez la constitution au premier
 « chef....

« Vous dites à votre souverain « tu ne nommeras
 « pas cet homme. Et si votre souverain est plus juste et
 « plus clément que vous ! Quoi ! Ne comprenez-vous
 « donc pas que, comme le Christ, comme toute religion,
 « comme tout homme qui se sent du cœur, il peut dire :
 « cet homme a pu être coupable ; mais maintenant
 « qu'il est sorti du mal, il n'en est que plus digne de
 « me représenter...

.

« Donc, le peuple pourrait choisir même un voleur,
 « s'il le croyait digne de le représenter. »

M. Laroche-Joubert, à son tour, dira le 4 juin 1879, à la Chambre des députés, au sujet de l'élection Blanqui :
 « Toutes les fois que vous vous adresserez au corps
 « électoral et que vous lui demanderez de vous désigner
 « quelqu'un pour représenter ses intérêts, ce corps élec-
 « toral a le droit *absolu* de choisir qui il *voudra*. »

M. Clémenceau enfin, combattant lui aussi l'invalidation de Blanqui, s'écriait le même jour : « Qui viendra
 « me dire où l'on peut puiser ce droit d'empêcher le

« suffrage universel de choisir dans telles catégories
« d'hommes politiques ou de choisir dans telle
« autre ? »

*
* *

D'autres opinions ayant tout autant d'autorité admettent pourtant l'exclusion pour indignité en matière électorale.

Montesquieu n'a-t-il pas dit, dans son traité de l'*Esprit des lois* (1) : « Tous les citoyens dans les divers districts, « doivent avoir le droit de donner leurs voix pour le « représentant, excepté ceux qui sont dans un tel état de « bassesse, qu'ils sont réputés n'avoir point de volonté « propre. »

Dans le même sens, M. Esmein (2) écrit : « Tous les « systèmes électoraux, même les plus élargis, admettent « que les citoyens qui remplissent d'ailleurs toutes les « autres conditions pour être électeurs, peuvent perdre « à temps, ou à toujours, la jouissance de leur « droit électoral pour cause d'indignité : c'est en particulier la conséquence de certaines condamnations « pénales. Il est bien difficile de repousser cette idée. « Personne sûrement ne songerait à recueillir des votes « dans les bagnes ou dans les prisons ; et même après « la peine subie, la conscience publique refusera toujours le droit de suffrage politique à certains condamnés. »

(1) *L'Esprit des lois*, livre XI, chap. VI.

(2) Esmein. *Traité de droit constitutionnel*.

M. Jules Guesde lui-même, qui n'est guère suspect en cette matière, a maintenu dans la proposition de loi qu'il a présentée, le cas d'indignité ou d'incapacité électorale : « Art. 1^{er}. — A chaque citoyen ayant accompli sa vingt et unième année, et ne se trouvant dans aucun des cas d'incapacité prévue par la loi, il est délivré un carnet civique.

Art. 3. — Il sera retiré à titre définitif ou provisoire à la suite de condamnations entraînant soit la perte, soit la suspension des droits civils et politiques. »

Ce rapide exposé des théories émises sur ce point, nous permet de constater que la doctrine est bien loin d'être unanime. Nous rechercherons maintenant, dans un chapitre suivant, quelles solutions on a données en fait à ce problème.

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE

SECTION PREMIÈRE

L'Ancien Droit.

Avant d'étudier comment la législation actuelle a résolu la question en France, il convient de remonter un peu à ses sources ; et d'en exposer un rapide historique.

Au cours de l'ancien régime, c'est dans le Code marchand de Colbert que nous trouvons les premières règles émises en matière de droit électoral. Ce Code marchand n'est autre que l'ordonnance de mars 1673. Et voici les termes dont il se sert, titre IX, article 5 : « Voulons que
« *ceux qui auront obtenu des lettres de répit* ne puissent
« être élus maires, ni échevins des villes, juges ou
« conseils des marchands, ni avoir voix active et passive
« dans les corps et communautés, ni être administrateurs
« des hôpitaux, ni parvenir à autres fonctions publiques,
« et même qu'ils soient exclus en cas qu'ils fussent
« actuellement en charge. »

Voilà donc établie une règle d'inéligibilité. Mais il ne faudrait peut-être pas en exagérer la portée. Malgré son caractère général, on ne doit pas oublier qu'elle n'a guère pu régir des élections politiques proprement dites jusqu'en 1789, si l'on songe que depuis le commencement du xviii^e siècle, on n'avait plus vu de réunion des Etats généraux.

Par ailleurs, pour ce qui est des élections locales, cette restriction ne trouvait d'application que pour le tiers état. L'on sait en effet que le clergé ne pouvait tomber en faillite et, d'autre part, M. Esmein nous dit que « les nobles ne pouvaient commercer sans déroger » (1).

Pour les élections locales, cette règle du Code marchand de Colbert a régi les élections de l'ordre du tiers état jusqu'en 1789. M. Esmein nous apprend encore qu'il arrivait d'élire ainsi les représentants des villes aux Etats provinciaux (2).

Théoriquement, en matière d'administration locale, il devait y avoir dans les pays d'élections une assemblée générale des habitants chargée d'élire le corps de ville. Mais en pratique quand survint la révolution, toutes les charges d'officiers municipaux étaient devenues peu à peu vénales. Et naturellement l'efficacité de ces assemblées en était réduite d'autant.

Dans les pays d'Etats, cependant, les corps municipaux avaient continué d'être recrutés par élection.

(1) Esmein. *Histoire du droit français*, 2^e édition, p. 683.

(2) Esmein. *Histoire du droit français*, p. 606.

Pour ce qui est des campagnes, leur organisation administrative était des plus rudimentaires, et en pays d'élections plus que partout ailleurs.

C'est à toutes ces élections que s'appliquait en principe l'incapacité électorale formulée par l'article 5 du titre IX de l'ordonnance de mars 1673. Cette loi était très dure, puisqu'elle ne prononçait rien moins que la peine de mort contre les banquiers frauduleux. On avait cherché à en adoucir les effets à l'époque des revers de la fin du règne de Louis XIV, à cause des malheurs qui s'abattaient sur les négociants.

Mais la déclaration royale du 11 juin 1716 remettait l'ancien système en vigueur. Et de nouveau on frappait les banquiers frauduleux de la peine de mort.

Lors de la convocation des Etats généraux se posait à nouveau la question de l'organisation des élections.

Un règlement en date du 24 janvier 1789 vint trancher les difficultés. Mais il est curieux de constater qu'il ne soit fait là aucune allusion aux incapacités électorales tenant à l'indignité (1).

SECTION II

Le Droit intermédiaire

Dès le 26 août 1789, la Constituante posait dans sa déclaration des Droits de l'Homme le principe de l'électorat :

(1) Duvergier, *Collection des lois et décrets*, t. I.

« Art. 3. — Le principe de toute souveraineté réside
« essentiellement dans la nation. Nul corps, nul individu
« ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expres-
« sément. »

« Art. 6. — La loi est l'expression de la volonté géné-
« rale. Tous les citoyens ont le droit de concourir, per-
« sonnellement ou par leurs représentants, à sa for-
« mation (1). »

L'assemblée allait ensuite réglementer l'exercice de ce droit dans le décret du 22 décembre :

« Art. 5. — Aucun banqueroutier, failli ou débiteur
« insolvable ne pourra être admis dans les assemblées
« primaires, ni devenir ou rester membre, soit de l'As-
« semblée nationale, soit des assemblées administratives,
« soit des municipalités. »

« Art. 6. — Il en sera de même des enfants qui auront
« reçu et qui retiendront à quelque titre que ce soit une
« portion des biens de leur père mort insolvable, sans
« payer leur part virile de ses dettes ; excepté seulement
« les enfants mariés et qui auront reçu des dots avant la
« faillite de leur père, ou avant son insolvabilité entiè-
« rement connue. »

« Art. 7. — Ceux qui étaient dans l'un des cas
« d'exclusion ci-dessus feront cesser la cause de cette
« exclusion en payant leurs créanciers, ou en acquittant
« leur portion virile des dettes de leur père, rentreront

(1) Duvergier. *Collection des lois et décrets*, t. I.

« dans les droits de citoyen actif, pourront être électeurs
« et seront éligibles, s'ils réunissent les conditions pres-
« crites. »

En adoptant ce texte l'Assemblée Constituante n'avait fait que consacrer les vues de Mirabeau sur la question. Elle innovait pourtant sur quelques points. Car Mirabeau dans son projet de loi ne parlait que d'une question d'inéligibilité, tandis que la loi du 22 décembre va plus loin et frappe d'une incapacité absolue en matière électorale. Voici d'ailleurs en quels termes, Mirabeau était venu prendre la parole au cours de la discussion dans la séance du 27 octobre :

« Avant que vous finissiez l'examen des caractères à
« exiger pour être électeurs ou éligibles, je vais vous
« proposer une loi qui honorera la nation, tirée des lois
« d'une république non moins recommandable par ses
« mœurs et par la rigidité de ses principes que florissante
« par son commerce, elle peut singulièrement s'adapter
« à un État comme la France. Je veux parler de cette insti-
« tution de Genève que le président de Montesquieu
« appelle avec tant de raisons une belle loi, quoiqu'il ne
« paraisse l'avoir connue qu'en partie : De cette institu-
« tion qui éloigne de tous les conseils le citoyen qui a
« fait faillite, ou qui vit insolvable, et qui exclut de
« toutes les magistratures et même de l'entrée dans le
« grand conseil les enfants de ceux qui sont morts insol-
« vables, à moins qu'ils n'acquittent leur portion virile
« des dettes de leur père. »

L'orateur déposait ensuite la motion qui devait aboutir aux articles précités de la loi du 22 décembre.

A son tour, la Constitution de 1791 allait prononcer, elle aussi, quelques exclusions pour cause d'indignité : titre III, section II, article 5 (1) « sont exclus de l'exercice des droits de citoyen actif, ceux qui sont en état d'accusation ; ceux qui après avoir été constitués en état de faillite ou d'insolvabilité, prouvé par pièces authentiques, ne rapportent pas un acquit général de leurs créanciers ».

Comme on peut le voir, le nouveau texte ne reproduisait pas l'exclusion des assemblées primaires contre les enfants qui n'acquittent pas leur portion virile des dettes de leur père mort insolvable.

Puis c'est la Constitution de 1793 qui formule les incapacités électorales dans ses articles 5 et 6 (2) :

« Art. 5. — L'exercice des droits de citoyen se perd... par la condamnation à des peines infamantes ou afflictives jusqu'à réhabilitation. »

« Art. 6. — L'exercice des droits de citoyen est suspendu par l'état d'accusation ; par un jugement de contumace, tant que le jugement n'est pas anéanti. »

La Convention nationale dans ce nouveau texte n'avait pas mentionné les faillis.

La Constitution du 5 fructidor an III confiait le pouvoir législatif à deux assemblées, le Conseil des Anciens

(1) Duvergier. *Collection des lois et décrets*, t. III, p. 279.

(2) Duvergier. *Collection des lois et décrets*, t. V.

et le Conseil des Cinq-Cents. Le suffrage à deux degrés était rétabli et le nouveau système électoral s'inspirait de celui de 1791.

Le titre III arrêta (1) : « Art. 11. — Les citoyens
« français peuvent seuls voter dans les assemblées pri-
« maires, et être appelés aux fonctions établies par la
« Constitution. »

« Art. 12. — L'exercice des droits du citoyen se perd
« par la condamnation à des peines afflictives ou infamantes jusqu'à réhabilitation. »

« Art. 13. — L'exercice des droits de citoyen est suspendu : 1° par l'interdiction judiciaire pour cause de
« fureur, de démence ou d'imbécillité ; 2° par l'état de
« débiteur failli, ou d'héritier immédiat, détenteur à titre
« gratuit de tout ou partie de la succession d'un failli ;
« 3° par l'état d'accusation ; 4° par un jugement de condamnation, tant que le jugement n'est pas anéanti. »

S'il s'élevait des difficultés sur les qualités requises pour voter, l'assemblée primaire statuait provisoirement sauf recours au tribunal civil.

En l'an VI, les Jacobins furent élus en majorité. Pourtant le Directoire conserva le pouvoir par un nouveau coup d'Etat. La loi du 22 floréal de l'an VI cassait 150 élections et on ne pourvoyait pas au renouvellement des sièges vacants.

(1) Duvergier, *Collection des lois et décrets*, t. VIII.

En l'an VII, l'élection du directeur Treillard était contestée et les Conseils votaient sa déchéance.

La Constitution de l'an VIII suspendait, elle aussi, de l'exercice des droits de citoyen, les faillis et leurs héritiers, les interdits, les accusés et les contumaces.

L'article 5 du titre I^{er} (1) se bornait d'ailleurs à reproduire textuellement l'article 13 de la Constitution de l'an III.

La charte constitutionnelle du 4 juin 1814 qui contient une réglementation de la matière électorale, ne donne aucune indication sur le point qui nous intéresse.

SECTION III

La législation de 1848.

Il faut arriver à 1848 pour voir expérimenter en France pour la première fois le suffrage universel et direct. La Constitution de 1793, il est vrai, l'avait déjà établi. Mais elle n'avait jamais été appliquée. Voici en quels termes le décret du 5 mars 1848 posait le principe (2). :

« Art. 6. — Sont électeurs tous les Français âgés de « vingt et un ans, résidant dans la commune depuis six « mois, et non judiciairement privés ou suspendus de « l'exercice des droits civiques. »

(1) Duvergier. *Collection des lois et décrets*, t. XII.

(2) Duvergier. 1848, p. 70.

La Constitution du 4 novembre 1848 reproduisit les principes adoptés par ce décret (1). « Sont électeurs, » disait-elle dans son article 25 : tous les Français âgés de « vingt et un ans, et jouissant de leurs droits civils et « politiques. »

L'article 27 ajoutait qu'une loi électorale déterminerait les causes qui peuvent priver un citoyen français du droit d'élire (2) et d'être élu.

Ce devait être le rôle de la loi organique du 15 mars 1849, qu'on a appelée la charte électorale de la deuxième république.

L'article 3 dit qu'il ne faudra pas inscrire sur la liste électorale : 1° les individus privés de leurs droits civils et politiques par suite de condamnation, soit à des peines afflictives et infamantes, soit à des peines infamantes seulement ; 2° ceux auxquels les tribunaux jugeant correctionnellement ont interdit le droit de vote et d'élection par application des lois qui autorisent cette interdiction ; 3° les condamnés pour crime à l'emprisonnement

(1) Duvergier. 1848. p. 574.

(2) Ces mots « du droit d'élire » ont été ajoutés sur la demande du citoyen Leblond. « L'article 25, a-t-il dit, porte que pour être électeur, il suffit d'avoir vingt et un ans et de jouir de ses droits civils et politiques.

D'après la législation actuelle, on peut être condamné à deux, trois et même quatre ans de prison pour délit correctionnel sans néanmoins encourir la privation des droits civils et politiques. Il me semble qu'en pareil cas, on devrait cesser d'être électeur. Je demande donc que l'article soit complété au moyen de l'addition que je propose. » Cette addition, acceptée par la commission, a été adoptée.

par application de l'article 463 du Code pénal ; 4° les condamnés à trois mois de prison au moins, pour vol, escroquerie, abus de confiance, soustraction commise par des dépositaires de deniers publics ou attentat aux mœurs prévu par l'article 334 du Code pénal ; 5° ceux qui ont été condamnés à trois mois de prison, par application des articles 318 et 423 du Code pénal ; 6° ceux qui ont été condamnés pour délit d'usure ; 7° les interdits ; 8° les faillis qui, n'ayant point obtenu de concordat ou n'ayant point été déclarés excusables conformément à l'article 538 du code de commerce, n'ont pas d'ailleurs été réhabilités.

Toutefois le paragraphe 3 du présent article n'est applicable ni aux condamnés en matière politique, ni aux condamnés pour coups et blessures, si l'interdiction du droit d'élire n'a pas été, dans le cas où la loi l'autorise, prononcé par l'arrêt de condamnation.

Dans la loi organique du 15 mars 1849, la question d'éligibilité est traitée au titre IV (1).

Article 79. — « Ne peuvent être élus représentants du peuple : 1° les individus privés de leurs droits civils et politiques par suite de condamnation, soit à des peines afflictives et infamantes, soit à des peines infamantes seulement ;

2° Ceux auxquels les tribunaux jugeant correctionnellement ont interdit le droit de vote, d'élection ou d'éligibilité, par application des lois qui autorisent cette interdiction ;

(1) Duvergier. *Collection des lois et décrets*, t. XLIX, p. 80.

3° Les condamnés pour crime à l'emprisonnement par application de l'article 463 du Code pénal ;

4° Les condamnés pour vol, escroquerie, abus de confiance, soustraction commise par des dépositaires de deniers publics, ou attentats aux mœurs prévus par l'article 334 du Code pénal ;

5° Ceux qui ont été condamnés par application des articles 318 et 423 du code pénal ;

6° Ceux qui ont été condamnés pour délit d'usure ;

7° Ceux qui ont été condamnés pour adultère (1) ;

8° Les accusés contumaces ;

9° Les interdits et les citoyens pourvus d'un conseil judiciaire ;

10° Les faillis non réhabilités dont la faillite a été déclarées, soit par les tribunaux français, soit par jugement rendu à l'étranger, mais exécutoire en France.

Toutefois, le paragraphe troisième du présent article n'est applicable ni aux condamnés en matière politique,

(1) Ce paragraphe a été ajouté sur la demande du citoyen Pierre Leroux. Voici en quels termes il présentait son amendement à l'assemblée nationale dans la séance du 21 février 1849. « Eh bien, puisqu'il y a tant de gens aujourd'hui, qui mentant à leur conscience ou complètement ignorants, appellent les socialistes des destructeurs de la famille, de la propriété, je propose solennellement à cette assemblée qui, violant le principe de la souveraineté du peuple, interdit aux voleurs, aux hommes condamnés antérieurement pour vol, de représenter le peuple souverain, je lui propose de faire pour la famille ce qu'elle fait pour la propriété, et d'adopter un amendement qui interdira au peuple souverain de choisir un adultère pour représentant.

(*Moniteur Universel*, du 22 février 1849).

ni aux condamnés pour coups et blessures, si l'interdiction du droit de vote, d'élection ou d'éligibilité n'a pas été, dans le cas où la loi l'autorise, prononcée par l'arrêt de condamnation. »

Art. 80. — « Sera déchu de la qualité de représentant du peuple tout membre de l'Assemblée nationale qui, pendant la durée de son mandat législatif, aura été frappé d'une condamnation emportant, aux termes de l'article précédent, l'incapacité d'être élu. La déchéance sera prononcée par l'Assemblée nationale, sur le vu des pièces justificatives. »

Cette loi du 15 mars 1849 a un caractère vraiment libéral. L'électorat appartient aux faillis concordataires et à ceux qui ont obtenu un jugement d'excusabilité. Mais la dureté des lois antérieures sur ce point venait d'être atténuée avant l'élaboration de la loi nouvelle par les décrets du 22 avril et du 26 août 1848.

Par le premier (1) de ces décrets, le gouvernement provisoire décidait que les faillis déclarés excusables, aux termes des articles 538 et 539 du Code de commerce seraient admis à exercer les droits électoraux.

Quant au décret du 26 août 1848 (2), il dit dans son article premier : « Les suspensions ou cessations de
« paiement survenues depuis le 24 février jusqu'à la
« promulgation du présent décret, bien que régies par

(1) Duvergier. *Collection des lois et décrets*, t. XLVIII.

(2) Duvergier. *Collection des lois et décrets*, t. XLVIII, p. 458.

« les dispositions du livre 3 du Code de commerce, ne
« recevront la qualification de faillite et n'entraîneront
« les incapacités attachées à la qualité de failli que dans
« le cas où le tribunal de commerce refuserait d'homologuer le concordat, ou, en l'homologuant, ne
« déclarerait pas le débiteur affranchi de cette qualification. »

La loi du 31 mai 1850 vient renverser le système libéral de la loi du 15 mars 1849. Les dispositions de l'article 8 et des trois suivants, ont pour objet d'étendre les incapacités électorales déjà prévues par la loi. D'ailleurs, les considérations qu'invoquait le rapporteur de la loi, M. Faucher; en montrant bien les tendances nouvelles, et à ce titre méritent d'être citées. « Les
« constitutions de notre première république, disait-il
« dans son rapport, refusaient les droits électoraux aux
« serviteurs à gages : la constitution de 1848 ne frappe
« d'indignité aucune catégorie de citoyens, à raison de
« la situation ou du rang qu'ils occupent dans la
« société. Quand le législateur étend ainsi jusqu'à
« l'universaliser, la présomption de moralité et
« d'indépendance qui sert de base au droit de l'électeur
« il contracte l'obligation de se montrer très difficile
« envers tous ceux qui ont attiré sur eux les sévérités
« de la loi pénale. Dans un système électoral aussi large
« que le nôtre, les cas d'indignité, pour l'honneur du
« pays et pour la moralité du suffrage, doivent être très
« nombreux ; si nous n'allons pas, à l'exemple de

« quelques états de l'Union américaine, jusqu'à exiger
« que le citoyen, pour être admis au vote, ait une bonne
« renommée, ne laissons pas du moins approcher de
« l'urne qui contient les destinées du pays, les hommes
« qui sont le rebut de la société.

« La loi du 15 mars n'a rendu qu'un faible hommage
« à ce principe : le projet du gouvernement en étend les
« applications. Vous comprendrez, messieurs, que ces
« additions ne nous aient pas paru complètes. La
« déchéance politique doit atteindre tous ceux que la
« justice des tribunaux a signalés comme ayant forfait à
« l'honneur, ou comme s'étant mis en révolte contre les
« lois. La loi du 15 mars n'a établi que des incapacités
« permanentes.

« Le projet du gouvernement crée des incapacités
« temporaires pour les délits qui n'ont pas le même
« caractère de gravité. Nous entrons dans cette voie que
« l'équité conseille : la loi politique doit, comme la
« loi pénale elle-même, mesurer ses règles aux situa-
« tions diverses qu'elle est appelée à régir.

« En comblant, au chapitre des incapacités légales,
« les lacunes des lois antérieures et les omissions du
« projet, nous avons voulu, comme le gouvernement,
« donner une base morale à l'exercice des droits
« électoraux. »

Nous allons voir maintenant comment la loi du
31 mai 1850 traitait la question des incapacités
électorales :

Son article 8 décidait qu'on ne devait pas inscrire sur la liste électorale et qu'on ne pourrait élire :

1° Les individus désignés aux paragraphes 1, 2, 3; 5, 6 et 7 de l'article 3 de la loi du 15 mars 1849 ;

2° Les faillis non réhabilités dont la faillite a été déclarée soit par les tribunaux français, soit par jugements rendus à l'étranger, mais exécutoires en France ;

3° Les individus désignés au paragraphe 4 de l'article 3 de la loi du 15 mars 1849, quelle que soit la durée de l'emprisonnement auquel ils ont été condamnés ;

4° Les individus condamnés à l'emprisonnement en vertu de l'article 330 du Code pénal ;

5° Les individus qui, par application de l'article 8 de la loi du 17 mai 1819 et de l'article 3 du décret du 11 août 1848, auront été condamnés pour outrage à la morale publique et religieuse ou aux bonnes mœurs, et pour attaque contre le principe de la propriété et les droits de la famille ;

6° Les individus condamnés à plus de trois mois d'emprisonnement, en vertu des articles 98, 400, 401, 402, 403, 405, 406, 407, 408, 409, 412 et 413 de la loi du 15 mars 1849 ;

7° Les notaires, greffiers et officiers ministériels destitués en vertu de jugement ou de décisions judiciaires ;

8° Les condamnés pour vagabondage et mendicité ;

9° Ceux qui auront été condamnés à trois mois de prison au moins, par application des articles 439, 443, 444, 445, 446, 447 et 452 du Code pénal ;

10° Ceux qui auront été déclarés coupables des délits prévus par les articles 410 et 411 du Code pénal, et par la loi du 21 mai 1836, portant prohibition des loteries ;

11° Les militaires condamnés au boulet ou aux travaux publics ;

12° Les individus condamnés à l'emprisonnement par application des articles 38, 41, 43 et 45 de la loi du 21 mars 1832 sur le recrutement de l'armée.

L'article 9 ajoutait que les condamnés à plus d'un mois d'emprisonnement pour rébellion, outrages et violences envers les dépositaires de l'autorité ou de la force publique, pour outrages publics envers un juré à raison de ses fonctions, ou envers un témoin à raison de ses dépositions, pour délits prévus par la loi sur les attroupements et la loi sur les clubs, et pour infraction à la loi sur le colportage, ainsi que les militaires envoyés par punition dans les compagnies de discipline, ne pourront pas être inscrits sur la liste électorale pendant cinq ans à dater de l'expiration de leur peine.

Aux termes de l'article 10, les fusiliers des compagnies de discipline rentreront en jouissance du droit électoral à l'expiration de leur punition.

Enfin l'article 11 disait : « Seront rayés de la liste « électorale à la requête du ministère public, pour un « laps de temps qui ne pourra être moindre de cinq « ans, ni excéder dix ans, et dont la durée sera fixée par « le tribunal, les individus qui auront encouru une

« condamnation pour les délits prévus par les articles
« 338 et 339 du Code pénal. »

Un point important de cette loi du 31 mai 1850 est qu'il n'y avait plus à distinguer dorénavant que deux catégories de faillis : d'une part les faillis réhabilités qui recouvraient leur capacité première ; et de l'autre les faillis non réhabilités qui restaient privés de leurs droits électoraux.

Un autre intérêt de cette loi est la généralisation qu'elle a faite de la règle suivant laquelle l'incapacité peut résulter d'un jugement étranger rendu exécutoire en France. A ce point de vue, la loi électorale de 1849 avait distingué entre l'électorat et l'éligibilité. Aux termes de son article 79, paragraphe 10, l'inéligibilité seule pouvait exister en vertu d'un jugement étranger après l'exéquatur. La loi de 1850 a étendu cette disposition à l'électorat.

Quant à l'impression générale qui se dégage de cette loi du 31 mai 1850, c'est qu'elle a étendu considérablement le nombre des incapacités qui enlèvent la jouissance du droit électoral (1). Et les articles 15 et 16 du décret organique du 2 février 1852 devaient maintenir la plupart des incapacités établies par la loi de 1850.

Ainsi donc le suffrage universel après avoir été appliqué aux élections législatives du 23 avril 1848 et confirmé

(1) Poudra et Pierre. *Traité pratique du droit parlementaire*, (2^e édition 1879), p. 276.

par la Constitution du 4 novembre de la même année, subissait une profonde restriction par l'artifice de la loi du 31 mai 1830. Mais le principe du suffrage universel direct fut de nouveau proclamé dans l'acte du 2 décembre 1831 portant dissolution de l'Assemblée nationale (1). La Constitution du 14 janvier 1832 maintint dans son article 36 le suffrage universel qui depuis n'a plus cessé de régner.

Le décret organique du 2 février 1832 venait alors régler les questions électorales.

Ce décret abrogé maintenant sur bien des points est resté pourtant en vigueur pour la matière qui nous occupe. Et c'est dans ses articles 13, 16, 27 et 28 qu'il faut aller chercher l'énumération des incapacités qui frappent les indignes en matière d'élection et d'éligibilité.

(1) Décret du 2 décembre 1831, art. 2 : « le suffrage universel est rétabli. La loi du 31 mai est abrogée ».

CHAPITRE DEUXIÈME

DE L'INCAPACITÉ ÉLECTORALE

Il est nécessaire pour être électeur d'avoir l'exercice des droits politiques. « Les députés, écrit M. le professeur Esmein (1), sont nommés au suffrage universel direct par les électeurs inscrits dans chaque commune sur la liste électorale; et le droit pour tout citoyen français de se faire porter sur cette liste est subordonné à trois conditions qui sont énumérées dans l'article 14 de la loi municipale du 15 avril 1884 combiné avec l'article premier de la loi du 30 novembre 1875. ».

De ces trois conditions la seule dont nous ayons à nous occuper ici est qu'il faut n'être dans aucun cas d'incapacité prévu par la loi. Et comme la capacité est la règle, il suffit de n'être pas privé de l'exercice des droits politiques. L'incapacité peut résulter de certaines peines accessoires ou complémentaires édictées par le Code pénal, comme conséquences ou renforcement de

(1) *Traité de droit constitutionnel.*

condamnations principales. Perdent le droit de vote les individus qui sont frappés de dégradation civique (art. 34, Code pénal); et les tribunaux correctionnels peuvent en interdire l'exercice dans les cas et dans les conditions prévus par l'article 42 du Code pénal.

En outre le décret organique en matière d'élection du 2 février 1852 (articles 15 et 16) attache à diverses condamnations correctionnelles l'incapacité perpétuelle ou temporaire, pour le condamné, d'être porté sur une liste électorale, et ces textes sont toujours en vigueur, sauf dans la mesure où ils ont été modifiés par la loi du 21 janvier 1889.

Enfin l'article 15 du décret organique du 2 février 1852 déclare dans ses paragraphes 16 et 17 que les interdits sont aussi incapables; de même que les faillis non réhabilités dont la faillite a été déclarée, soit par les tribunaux français, soit par des jugements rendus à l'étranger mais exécutoires en France.

Dans tous ces cas il y a perte de la jouissance ou de l'exercice du droit électoral et l'incapacité est fondée sur une raison tirée de l'indignité.

Il se peut qu'un individu soit privé du droit de suffrage pour un temps ou à perpétuité en vertu d'un jugement. Ce jugement peut avoir prononcé cette déchéance en termes explicites; ou bien il a prononcé une peine principale impliquant la perte de tout ou partie des droits civiques et politiques; ou bien encore il a pu modifier la capacité juridique de la personne. Ce jugement

peut d'ailleurs émaner d'un tribunal civil (jugement d'interdiction), d'un tribunal de Commerce (jugement déclaratif de faillite), d'un tribunal répressif de droit commun ou même d'un conseil de guerre (infraction à la loi pénale). Il arrive parfois que l'incapacité résulte d'une mesure disciplinaire prise par le pouvoir exécutif à la suite d'un jugement ou tout au moins d'une instance judiciaire visant un officier ministériel.

L'effet de ces jugements et de ces actes se produit aussitôt qu'ils sont passés en force de chose jugée (1). Lorsque la décision n'a pas été attaquée, ou bien encore lorsqu'elle a été confirmée par la juridiction supérieure, il y a effet rétroactif au jour du jugement.

SECTION PREMIÈRE

§ 1. — Incapacités directes résultant d'une condamnation.

Comme on vient de le voir, toutes ces incapacités, mentionnées à l'article 13, découlent de condamnations prononcées par les tribunaux ou de faits qui leur sont assimilés par la loi. Elles sont perpétuelles ou temporaires.

I. — **Incapacités perpétuelles.** — Elles résultent de condamnations prononcées pour crimes, délits, faits déli-

(1) Cassation, 9 mars 1864.

tureux militaires, ou de certains actes assimilés à des condamnations judiciaires.

A) *Crimes*. — Décret de 1852, art. 15, paragraphe 1 : « Ne doivent pas être inscrits sur la liste électorale : 1° les individus privés de leurs droits civils et politiques par suite d'une condamnation soit à des peines afflictives et infamantes, soit à des peines infamantes seulement. »

Les peines afflictives et infamantes sont : la mort, les travaux forcés, la déportation, la détention et la réclusion. Les peines infamantes sont le bannissement et la dégradation.

Toutes ces condamnations entraînent comme conséquence nécessaire la dégradation civique dont l'effet principal est la perte de la capacité électorale.

Sont encore frappés d'incapacité électorale : « les condamnés pour crimes à l'emprisonnement, par application de l'article 463 du Code pénal » (décret de 1852, article 15, paragraphe 3). En effet, la nature de l'infraction n'est pas modifiée bien que, par suite de l'admission de circonstances atténuantes, elle ne soit punie que d'une peine correctionnelle.

Il n'en serait plus ainsi s'il s'agissait d'un fait délégué à la cour d'assises comme crime et qui, bénéficiant d'une excuse légale aux termes de l'article 326 du Code pénal, est devenu un simple délit (1).

B) *Délits*. — L'incapacité électorale ne résulte pas de

(1) Cassation, 30 mars 1863. (Dalloz 1863, t. I, p. 135).

toute condamnation pour délit. Parmi les délits qui entraînent cette incapacité, les uns l'emportent, quelle que soit la condamnation, les autres seulement si la condamnation consiste dans la prison,

1. — *Délits emportant de plein droit l'incapacité, quelle que soit la condamnation* : 1^o Décret de 1852, article 15, paragraphe 6 : « Les individus qui par application de l'article 8 de la loi du 17 mai 1819 et de l'article 3 du décret du 11 août 1848, auront été condamnés pour outrage à la morale publique ou religieuse ou aux bonnes mœurs, et pour attaque contre le principe de la propriété et des droits de famille. »

La loi de 1819 et le décret du 11 août 1848 ont été abrogés par l'article 68 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse.

Le délit d'outrage à la morale publique ou religieuse et le délit d'attaque contre le principe de la propriété et les droits de famille ont donc disparu. Quant au délit d'outrage aux bonnes mœurs, il est encore prévu par la loi du 29 juillet 1881, article 28, et par la loi du 2 août 1882. Mais aucune de ces lois ne parle d'incapacité électorale, et on s'est demandé si elle est encore encourue.

On a soutenu la négative en se fondant sur l'abrogation de la loi de 1819 et sur le silence que gardent les lois de 1881 et de 1882 sur les droits politiques.

La Cour de cassation a consacré la solution contraire

et continue d'appliquer sur ce point l'article 15, paragraphe 6.

Le délit d'outrage aux bonnes mœurs n'a pas en effet disparu, et le fait qu'il est réprimé par les lois de 1881 et de 1882 au lieu de l'être par la loi de 1819 ne peut faire cesser l'incapacité attachée à ce délit par le décret de 1852. Cela se comprendrait d'autant plus difficilement que la législation nouvelle a voulu aggraver la pénalité.

2° Décret de 1852, article 15, paragraphe 9 : « Les condamnés pour vagabondage et mendicité. » Il faut y joindre les individus que la loi du 27 mai 1885, article 4, assimile aux vagabonds, c'est-à-dire ceux qui, « soit qu'ils aient ou non un domicile certain, ne tirent habituellement leur subsistance que du fait de pratiquer ou de faciliter sur la voie publique l'exercice de jeux illicites, ou la prostitution d'autrui. »

3° Décret de 1852, article 15, paragraphe 11 : « Ceux qui auront été déclarés coupables des délits prévus par les articles 410 et 411 du Code pénal et par la loi du 22 mai 1836 portant prohibition des loteries. »

L'article 410 du Code pénal vise la tenue de maisons de jeux de hasard ; l'article 411 du Code pénal la tenue de maisons de prêts sur gages. La loi du 22 mai 1836 a été abrogée par la loi du 30 novembre 1875, article 22, paragraphe 4. D'après cette loi les contrevenants à la législation des loteries tombent sous l'application de l'article 42 du Code pénal ; ils ne perdent plus de plein droit la capacité électorale, mais une décision judiciaire

peut la leur enlever pour cinq ans au moins et dix ans au plus.

4^e Décret de 1852, article 15, paragraphe 15 : « ceux qui ont été condamnés pour délit d'usure. »

2. — *Délits n'emportant de plein droit l'incapacité que si la condamnation consiste dans l'emprisonnement.* Il y a encore des distinctions à faire suivant la durée de la peine. Certains délits emportant privation du droit électoral, quelle que soit la durée de l'emprisonnement ; d'autres seulement si l'emprisonnement est de trois mois au moins ; d'autres enfin si l'emprisonnement est de plus de trois mois.

a) *Condamnation à l'emprisonnement quelle qu'en soit la durée.* — Les délits suivants entraînent de plein droit l'incapacité électorale toutes les fois que la peine prononcée est l'emprisonnement.

La condamnation à l'emprisonnement pour complicité et tentative de ces délits entraîne l'incapacité comme la condamnation au délit lui-même.

La condamnation à l'amende, au contraire, ne l'entraînerait pas. Le mineur de 16 ans, coupable d'avoir commis avec discernement l'un de ces délits et condamné à être enfermé dans une maison de correction, doit être considéré comme puni de l'emprisonnement ; par suite, il perd le droit d'être inscrit sur la liste électorale à l'époque de sa majorité (1).

(1) Cassation, 10 mai 1881. Dalloz 1881, partie première, p. 481.

1^o Délit de vol. Décret de 1852, article 15, paragraphe 5. Le vol est défini par l'article 379 du code pénal. Il faut comprendre dans le vol la filouterie (1).

Mais doit on étendre cette expression à la grivèlerie, ou fraude de boissons ou d'aliments commise au préjudice des restaurateurs ou débitants par quelqu'un qui se sait dans l'impossibilité de payer ? Ce délit n'a été prévu que par la loi du 26 juillet 1873, postérieure au décret de 1852 ; il manque d'ailleurs d'un des principaux éléments du vol : la soustraction frauduleuse. Pour ces deux motifs la Cour de cassation, jugeant que les incapacités sont de droit étroit, refuse de le faire rentrer dans l'article 15, paragraphe 5.

2^o Délit d'escroquerie. Décret de 1852, article 15, paragraphe 5 ; article 405 du Code pénal.

3^o Délit d'abus de confiance. Décret de 1852, article 15, paragraphe 5 ; article 408 du Code pénal.

4^o Délit de soustraction commis par un dépositaire de deniers publics. Décret de 1852, article 15, paragraphe 5 ; article 255 du Code pénal.

5^o Délit d'outrage public à la pudeur. Décret de 1852, article 15, paragraphe 5 ; article 330 du Code pénal.

Pour les attentats aux mœurs la loi a spécifié ceux de ces faits qui, constituant de simples délits, tombent seuls sous le coup de la disposition de l'article 15 du décret de 1852. Ce sont le délit dont il est question (outrage

(1) Cassation, 24 avril 1887. Balloz 1887, partie première, p. 348.

public à la pudeur) et le suivant l'excitation à la débauche opérée dans certaines conditions.

Tout autre délit contre les bonnes mœurs, particulièrement l'adultère, ne peut donner lieu à l'incapacité électorale.

6° Délit de corruption ou d'excitation de mineurs à la débauche. Décret de 1852, article 15, paragraphe 5 ; article 334 du Code pénal.

7° Violation de la loi du 21 mars 1832 sur le recrutement de l'armée. Décret de 1852, article 15, paragraphe 13. Cette loi a été abrogée par la loi du 15 juillet 1889. Mais les articles 38, 41, 44 et 45 de la loi de 1832, spécialement visés par le décret de 1852, sont devenus successivement les articles 60, 63 et 66 de la loi de 1872 et les articles 69, 70 et 71 de la loi de 1889. De telle sorte que les dispositions contenues dans ces articles sont maintenues, sauf celles de l'article 43 qui étaient relatives au remplacement militaire.

Les délits auxquels fait allusion le décret de 1852, article 15, paragraphe 13, sont donc :

a) Omission sur le tableau de recrutement par suite de fraudes ou de manœuvres.

b) Fait de s'être rendu impropre au service militaire temporairement ou d'une manière permanente, pour se soustraire aux obligations imposées par la loi.

c) Dons reçus ou promesses agréées par les médecins, chirurgiens ou officiers de santé appelés au conseil de revision à l'effet de donner leur avis, pour être favorable

à la réforme, quand bien même la réforme serait justifiée.

La complicité de ces délits est une cause d'incapacité, mais non pas la tentative qui n'est pas prévue par le décret de 1852 (1).

8° Vente de produits alimentaires ou médicamenteux falsifiés et contenant des substances nuisibles à la santé. Le Code pénal prévoyait deux hypothèses : vente de boissons falsifiées et contenant des substances nuisibles à la santé, articles 318 et 475 ; tromperie sur la nature des marchandises vendues, article 423. De nombreuses modifications y ont été apportées par des lois postérieures.

La loi du 27 mars 1851 décida que la vente de toutes denrées falsifiées, entraînerait les peines édictées par l'article 423 ; elle prononça une pénalité spéciale pour le cas où les falsifications seraient nuisibles à la santé.

Vient ensuite le décret de 1852. D'après ce décret, trois mois de prison sont nécessaires pour enlever l'électorat pour falsifications de boissons, article 13, paragraphe 4 ; une condamnation quelconque à l'emprisonnement, suffit pour infliger la même déchéance aux auteurs de falsifications non nuisibles de denrées, article 13, paragraphe 14.

Quant à ceux qui étaient coupables de falsifications nuisibles de denrées, aucun texte ne leur enlevait le droit électoral.

(1) Cassation, 17 mai 1881. Dalloz 1881, partie première, p. 481.

La loi du 5 mai 1855, laissa subsister cette anomalie bizarre et injuste ; elle se contenta d'abroger les articles 318 et 475, paragraphe 6 du Code pénal et de rendre applicable aux boissons les dispositions de la loi du 27 mars 1851.

Enfin la loi du 24 janvier 1889 adopta une solution juste et logique. Elle frappa d'incapacité tous les individus condamnés à l'emprisonnement pour vente de denrées ou de boissons falsifiées, contenant des substances nuisibles à la santé, quelle que soit la durée de la peine.

b) *Condamnation de 3 mois au moins.* — Décret de 1852, article 15, paragraphe 4 ; article 423 du Code pénal : Ceux qui ont trompé sur le prix des matières d'or et d'argent et sur la qualité des pierres précieuses, ou qui ont fait usage de faux poids ou de fausses mesures.

Décret de 1852, article 15, paragraphe 10 : « Ceux qui auront été condamnés à trois mois de prison, par application des articles 439, 443, 444, 445, 446, 447 et 452 du Code pénal. »

Article 439. — Destruction de registres, minutes, actes originaux de l'autorité publique, titres, billets, lettres de change, effets de commerce ou de banque, contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge.

Article 443. — Détérioration de marchandises, matières ou instruments quelconques servant à la fabrication.

Article 444. — Dévastation de récoltes sur pieds et de plants venus naturellement ou faits de main d'homme.

Article 445. — Abatage d'arbres appartenant à autrui.

Article 446. — Mutilation, coupe et écorçage d'arbres appartenant à autrui.

Article 447. — Destruction des greffes.

Article 452. — Empoisonnement des chevaux ou autres bêtes de voiture, de monture ou de charge, des bestiaux à cornes, des moutons, chèvres et porcs, des poissons dans les étangs, viviers ou réservoirs.

Enfin la loi du 24 janvier 1889 classe dans cette catégorie, les falsifications de produits alimentaires ou médicamenteux qui ne sont pas nuisibles à la santé.

c) *Condamnations à plus de trois mois.* — Décret de 1852, article 15, paragraphe 7 : « Les individus condamnés à plus de trois mois d'emprisonnement en vertu des articles 31, 33, 34, 35, 36, 38, 39, 40, 41, 42, 45, 46 de la présente loi. » Ce sont tous les délits électoraux. Ils consistent dans le fait de :

(Article 31) s'être fait inscrire sur la liste électorale sous de faux noms ou de fausses qualités, ou, en se faisant inscrire, avoir dissimulé une incapacité prévue par la loi, ou avoir réclamé et obtenu une inscription sur deux ou plusieurs listes ;

(Article 33) avoir voté en vertu d'une inscription obtenue dans les deux premiers cas prévus par l'article 31 ou en prenant faussement les noms et qualités d'un électeur valablement inscrit ;

(Article 34) avoir profité d'une inscription multiple pour voter plusieurs fois ;

(Article 35) avoir soustrait, ajouté ou altéré des bulletins ou lu un nom autre que celui inscrit ;

(Article 36) avoir écrit sur un bulletin un nom autre que celui qu'on était chargé d'écrire ;

(Article 38) avoir donné, promis ou reçu des deniers, effets ou valeurs quelconques, sous condition soit de donner ou procurer un suffrage, soit de s'abstenir de voter ; avoir fait ou accepté l'offre d'emplois publics ou privés ;

(Article 39) avoir déterminé un électeur, soit par voies de fait, violences ou menaces, soit en lui faisant craindre de prendre son emploi ou d'exposer sa personne, sa famille ou sa fortune, à s'abstenir de voter ou avoir influencé son vote ;

(Article 40) avoir, à l'aide de fausses nouvelles, bruits calomnieux, ou autres manœuvres frauduleuses, surpris ou détourné des suffrages, déterminé un ou plusieurs électeurs à s'abstenir de voter ;

(Article 41) avoir par attroupements, clameurs ou démonstrations menaçantes, troublé les opérations d'un collège électoral, porté atteinte à l'exercice du droit électoral ou à la liberté du vote ;

(Article 42) avoir consommé ou tenté une irruption dans un collège électoral avec violence, en vue d'empêcher un choix ;

(Article 43) s'être rendu coupable d'outrages ou de

violences soit envers le bureau, soit envers un de ses membres ; avoir, par voies de fait ou menaces, retardé ou empêché les opérations électorales ;

(Articles 46) avoir enlevé l'urne contenant les suffrages émis et non encore dépouillés.

c) *Faits délictueux militaires.* — Le décret de 1852 dit dans son article 13, paragraphe 12 : « Les militaires condamnés aux boulets ou aux travaux publics. »

Le Code de justice militaire n'applique ces peines qu'aux faits qualifiés crimes : La disposition du paragraphe 12 ne fait donc que répéter le paragraphe 1^{er}.

Le législateur a par là, voulu indiquer que l'incapacité électorale résulte des condamnations militaires aussi bien que des condamnations prononcées par les tribunaux civils. Cette règle doit s'entendre dans son sens le plus large. Ainsi, un individu condamné à l'emprisonnement pour vol par un conseil de guerre serait privé de ses droits politiques (1).

d) *Actes assimilés à des condamnations.* — Décret de 1852, article 13, paragraphe 8 : « les notaires, greffiers et officiers ministériels destitués en vertu de jugements ou de décisions judiciaires. »

En vertu de la loi du 25 ventôse, de l'an XI, article 53, les notaires ne sont destitués que par jugement.

(1) Arrêt de la Cour de Cassation du 5 mai. (Dalloz 1885, partie première, p. 174).

La loi du 27 ventôse de l'an VIII, article 92, permet au contraire la révocation des greffiers par décret sur simple rapport du procureur général.

Pour les avoués, huissiers, commissaires-priseurs, les poursuites disciplinaires sont exercées devant le tribunal civil, conformément à l'article 103 du décret du 30 mars 1908 ; le tribunal émet un avis et le garde des sceaux statue définitivement et propose la révocation au président de la république.

Il semble que les termes du décret de 1852 n'infligent l'incapacité électorale qu'aux notaires, car seuls ils peuvent être destitués en vertu de décisions judiciaires. La jurisprudence (1) est d'un avis contraire : Elle décide que toute révocation, même par décret, sera censée résulter d'un jugement, toutes les fois qu'elle aura été précédée de poursuites devant les tribunaux ; la Cour de cassation, à propos des avoués, soutient en effet que le décret « est le dernier acte de la poursuite disciplinaire et qu'il forme avec la sentence qui a prononcé la suspension une véritable décision judiciaire » (2). Cette extension des termes du décret de 1852 nous semble injustifiée et contraire au principe que les incapacités sont de droit étroit.

Le décret de 1852 nous paraît d'une rigueur extrême. Un notaire, en effet, peut être destitué pour des faits qui

(1) Arrêt de la Cour de Cassation, du 19 avril 1880. Dalloz 1880, partie première, p. 153.

(2) Cassation, 30 juin 1890. Dalloz 1890, partie première, p. 343.

n'entachent nullement son honorabilité, et qui consistent simplement dans une faute professionnelle, par exemple, dans la délivrance d'une seconde grosse, sans ordonnance du président. Cette sévérité est sans doute une vengeance du gouvernement impérial, car les officiers ministériels avaient fait au coup d'État une opposition énergique. La situation des notaires, greffiers et officiers ministériels destitués était d'autant plus pénible que, n'ayant pas subi de condamnation pénale, ils n'étaient pas admis à demander leur réhabilitation. En 1864, deux mille notaires destitués se trouvaient dans l'impossibilité légale de voter, tandis que des criminels, relevés de leur incapacité, figuraient sur la liste électorale.

La loi du 19 mars 1864 vint permettre aux officiers ministériels destitués de se faire relever des déchéances et incapacités résultant de leur destitution ; elle leur étendit le bénéfice de la loi du 3 juillet 1852 sur la réhabilitation. En outre, les notaires et officiers ministériels destitués ne sont privés de leurs droits électoraux que lorsqu'une disposition formelle du jugement ou arrêt de destitution les aura déclarés déchus des droits de vote, d'élection et d'éligibilité ; il en est de même des greffiers destitués, lorsque cette déchéance aura été expressément provoquée, en même temps que la destitution par un jugement ou une décision judiciaire (1).

(1) E. Pierre. *Traité du droit politique, électoral et parlementaire*, n° 122.

II. Incapacités temporaires. — Les incapacités temporaires se divisent en deux catégories :

Les unes sont facultatives et laissées à l'appréciation des tribunaux qui fixent leur durée, d'ailleurs très variable.

Les autres résultent de plein droit de certaines condamnations. Elles sont fixées à cinq ans.

Les premières sont établies par l'article 15, paragraphe 2 du décret de 1852, complété par les articles 42 et 43 du Code pénal. Les dernières résultent de certaines condamnations énumérées par l'article 16 du décret de 1852.

A. — Incapacité de durée variable devant être prononcée par le jugement. — Décret de 1852, article 15, paragraphe 2 : Ceux auxquels les tribunaux, jugeant correctionnellement, ont interdit le droit de vote et d'élection, par application des lois qui autorisent cette interdiction. »

Déjà le Code pénal, articles 42 et 43, reconnaissait aux tribunaux la faculté de prononcer cette déchéance dans les cas spécialement prévus par la loi.

Les délits qui rentrent dans l'application de l'article 15, paragraphe 2, peuvent se subdiviser en deux classes :

Délits contre la chose publique ;

Délits contre les particuliers.

1. — Délits contre la chose publique.

1° Offense publique contre la personne du chef de

l'Etat (article 86 du Code pénal). L'incapacité électorale pourra être prononcée pour un temps égal à celui de l'emprisonnement ;

2° Proposition faite et non agréée de former un complot, pour commettre des crimes mentionnés aux articles 85 et 87 du Code pénal. Il n'y a pas de maximum fixé pour la durée de la déchéance politique ;

3° Complot ayant pour but de soulever une guerre civile et proposition de former ce complot (article 94 du Code pénal). Pas de minimum fixé ;

4° Obstacles à l'exercice des droits civiques des citoyens (article 109 du Code pénal. Incapacité de 5 à 10 ans) ;

5° Concert de mesures contraires à la loi (article 123 du Code pénal). Incapacité de dix ans au plus ;

6° Contrefaçon de marques du gouvernement, usage de ces marques, contrefaçon de sceaux, timbres ou marques d'une autorité, contrefaçon et usage en connaissance de cause, de timbres-poste contrefaits (article 142 du Code pénal) ;

7° Usage de vrais timbres, sceaux et marques, au préjudice de l'Etat ou d'une autorité (article 143 du Code pénal) ;

8° Délivrance de passeport à une personne inconnue, non assistée de témoins, ou sous un nom supposé (article 155 du Code pénal) ;

9° Fabrication et falsification ou usage de feuilles de route ainsi fabriquées et falsifiées (article 156 du Code pénal) ;

10° Demande d'une feuille de route sous un nom supposé et usage de cette feuille de route (article 157 du Code pénal) ;

11° Délivrance d'une feuille de route dans le cas précédent (article 158 du Code pénal) ;

12° Certificat de prétendues maladies ou infirmités délivré pour se soustraire à un service public (article 160 du Code pénal) ;

13° Faits de concussion, quand ils ne sont punis que de l'emprisonnement (article 174 du Code pénal) ;

14° Violences envers un magistrat dans l'exercice de ses fonctions, ou à l'occasion de cet exercice, sans qu'il soit résulté de blessures et sans faire usage d'armes (article 228 du Code pénal) ;

15° Fait de faciliter l'évasion d'un détenu (article 241 du Code pénal) ;

16° Bris et tentative de bris de scellés (article 251 du Code pénal) ;

Dans tous ces cas l'incapacité est de cinq à dix ans ;

17° Infractions à la loi sur l'ivresse publique commises avec récidive par les débitants (loi du 23 janvier 1873, article 3) ;

18° Infractions à la loi sur l'ivresse publique commises avec récidive par les débitants (loi du 23 janvier 1873, article 6).

L'incapacité est facultative et n'a ni minimum ni maximum prévus.

2. — *Délits contre les particuliers.*

1° Menace d'un attentat contre les personnes sous condition (article 303 du Code pénal) ;

2° Coups et blessures volontaires ayant occasionné une maladie ou une incapacité de travail de plus de vingt jours (article 309 du Code pénal) ;

3° Faux témoignage en matière correctionnelle (article 302 du Code pénal) ;

4° Faux témoignage en matière civile (article 363 du Code pénal) ;

5° Faux témoignage en matière de police (article 364 du Code pénal) ;

6° Subornation de témoins (article 365 du Code pénal) ;

7° Faux serment (article 366 du Code pénal) ;

8° Vol ou enlèvement de bornes (articles 387, 388, 389, 401 du Code pénal) ;

9° Contrefaçon ou altération de clefs (article 399 du Code pénal) ;

10° Abus des besoins, faiblesses ou passions d'un mineur (article 406 du Code pénal) ;

11° Violation de secrets de fabrique (article 418 du Code pénal). Dans tous ces cas l'incapacité électorale est de cinq à dix ans ;

12° Affiliation à la société internationale des travailleurs (loi du 14 mars 1872, article 2). Incapacité de cinq à dix ans ;

13° Contravention à la loi du 21 mai 1836 sur les loteries (loi du 30 novembre 1875, article 22). Pas de minimum ni de maximum ;

14° Inscriptions ou radiations frauduleuses sur les listes électorales ou complicité (loi du 7 juillet 1874, article 6). Incapacité de deux ans.

En outre, nous savons que certains délits entraînent de plein droit l'incapacité politique quand ils sont punis d'emprisonnement ; mais, si la condamnation infligée est l'amende, le tribunal pourra, conformément à l'article 15, paragraphe 2, du décret de 1852, y ajouter l'interdiction de l'article 42 du Code pénal ; tels sont les délits de vol, abus de confiance, escroquerie, outrage public à la pudeur, etc...

B) *Incapacité de 5 ans résultant de plein droit de la condamnation.* — Décret de 1852, article 16 : « Les condamnés à plus d'un mois d'emprisonnement pour rébellion, outrages et violences envers les dépositaires de l'autorité ou de la force publique, pour outrages publics envers un juré à raison de ses fonctions ou envers un témoin à raison de sa déposition, pour délits prévus par la loi sur les attroupements et la loi sur les clubs et pour infraction à la loi sur le colportage, ne pourront être inscrits sur la liste électorale pendant 5 ans à dater de l'expiration de leur peine. »

L'incapacité électorale pendant 5 ans résulte donc de plein droit de toute condamnation, mais à plus

d'un mois d'emprisonnement pour les délits suivants :

1^o Rébellion, outrages et violences envers les dépositaires de l'autorité ou de la force publique.

La rébellion, d'après l'article 209 du Code pénal, est le fait de s'opposer avec violence, à l'exécution soit des lois, soit des actes auxquels procèdent les agents de la force publique.

En ce qui touche le délit d'outrage envers les magistrats de l'ordre administratif ou judiciaire, il peut consister en paroles, écrits ou dessins. Il entraîne l'incapacité électorale, qu'il ait été public ou non. Le décret de 1852 n'exige en effet aucune condition de publicité. La modification de l'article 222 du Code pénal par la loi du 13 mai 1863, qui a étendu à l'outrage non public la pénalité encourue par l'outrage public, n'influe donc nullement sur l'application de l'incapacité. Mais un simple terme offensant qui n'inculpèrent ni l'honneur ni la délicatesse de la personne à laquelle il est adressé, ne constituerait pas un outrage aux termes de l'article 222 du Code pénal, mais une injure. Or, ni l'injure (1), ni la diffamation ou même la dénonciation calomnieuse (2), n'entraînent la déchéance politique, puisqu'elles ne sont pas visées par le décret de 1852.

Par dépositaires de l'autorité ou de la force publique, on entend les magistrats de l'ordre administratif et judi-

(1) Cassation, 6 mai 1878. Dalloz 1878, partie première, p. 246.

(2) Cassation, 24 avril 1877. Dalloz 1877, partie première, p. 204.

ciaire et généralement tous les fonctionnaires publics. D'après la jurisprudence, ce titre ne s'applique pas aux ministres des cultes (1).

2° Outrages publics envers un juré ou un témoin. Le décret de 1852 exigeait ici la publicité. Ce délit, prévu par l'article 6 de la loi du 25 mars 1822, a été supprimé par la loi du 29 juillet 1881, article 31, qui ne retient plus que la diffamation. On admet généralement qu'il faut assimiler la diffamation à l'outrage et lui faire l'application de l'article 16 du décret de 1852. Cette doctrine ne nous paraît pas justifiée. L'outrage public et la diffamation sont deux délits distincts, et l'on ne peut sans un texte formel, étendre une incapacité d'un délit à un autre.

3° Délits prévus par la loi sur les attroupements et la loi sur les clubs. Les attroupements, armés ou non armés, sur la voie publique, sont réprimés par la loi du 7 juin 1848.

Les clubs étaient autorisés sous certaines conditions par le décret du 28 juillet 1848. Ils sont aujourd'hui interdits par l'article 7 de la loi du 30 juin 1881.

4° Délits prévus par la loi sur le colportage. Ces délits avaient été transformés en contraventions par la loi du 29 juillet 1881, article 21, et échappaient ainsi à la déchéance électorale, mais la loi du 24 janvier 1889 les a fait retomber sous l'application du décret de 1852.

(1) Cassation, 26 mars 1877. Dalloz 1877, partie première, p. 204.

5° Loi du 24 janvier 1889. — Vente de produits alimentaires ou médicamenteux falsifiés, mais non nuisibles à la santé, qui encourt une condamnation de plus d'un mois de prison. Toute condamnation pour le même fait, inférieure à un mois de prison, ne met aucun obstacle à l'exercice des droits politiques.

L'article 16 de la loi du 2 février 1852 est complété par l'article 3 de la loi du 23 janvier 1873. D'après cet article toute personne condamnée 2 fois en police correctionnelle pour délit d'ivresse manifeste, est déclarée par le deuxième jugement déchu de droit du vote pendant deux années à compter du jour où la condamnation est irrévocable.

Comme on vient de le voir, la première catégorie de condamnations qui entraînent l'incapacité perpétuelle est formée des condamnations pour crimes. Un arrêt de la Chambre des requêtes du 30 mars 1863 (1), a eu à repousser l'application qui avait été faite à tort par un juge de paix de l'incapacité établie par l'article 16, paragraphe 3 à un individu condamné pour homicide involontaire à deux ans d'emprisonnement. Or l'homicide involontaire ne constitue pas un crime. Bien plus elle ne figure même pas au nombre des délits qui entraînent l'incapacité électorale. Il est vrai que le jugement cassé s'était basé sur ce que la « notoriété publique » attribuait au fait pour lequel cette condamna-

(1) Cassation, Dalloz, mars 1863.

tion avait été prononcée le caractère de « meurtre ». Mais de pareilles raisons sont vraiment insoutenables.

Quant aux délits, le nombre en est fort grand qui entraînent l'incapacité électorale perpétuelle,

Il y a ici des distinctions que prévoit la loi. Certains de ces délits entraînent l'incapacité par le seul fait de la condamnation quelle que soit la peine prononcée ; certains autres l'emportent à la condition que la peine de l'emprisonnement soit prononcée. Ces derniers se subdivisent à leur tour : les uns frappent d'incapacité dès que l'emprisonnement est prononcé, quelle qu'en soit la durée ; d'autres n'ont cet effet que si l'emprisonnement est de trois mois au moins ; d'autres enfin que si l'emprisonnement est de plus de trois mois. Il y a donc quatre catégories différentes.

Cette distinction est-elle bien logique ? Raisonnablement il semble que non.

Le classement des délits fait par la loi dans les catégories différentes, paraît être assez arbitraire.

Il est difficile de s'expliquer pourquoi la mendicité ou le vagabondage, ou bien encore les délits prévus par la loi prohibitive des loteries sont classés dans la catégorie la plus rigoureusement punie, celle où toute condamnation entraîne l'incapacité ; tandis que le vol, l'escroquerie, la soustraction de deniers publics par un dépositaire, toutes sortes de tromperies et de falsification de denrées, sont rangés dans la catégorie où la condamnation n'entraîne l'incapacité que si elle s'élève jusqu'à l'emprisonnement.

On ne peut nier que cette classification ne soit mal faite. Elle se ressent de la précipitation mise à rédiger les dispositions législatives qui appartiennent à cette période de notre histoire. On s'est contenté de recopier l'article 8 de la loi très médiocre du 31 mai 1830. Et l'on a encore aggravé son désordre en y introduisant quelques articles nouveaux.

La législation actuelle est donc confuse et aurait besoin d'être modifiée.

Il paraîtrait plus acceptable de prendre comme base générale de l'incapacité le taux des condamnations, sans établir de distinctions entre les délits. Il faut faire cependant une exception pour les délits d'opinion. Et tant qu'ils figureront dans la loi, il faudrait, du moins, qu'ils ne puissent pas entraîner l'incapacité politique.

De l'effet des condamnations étrangères.

Si l'on se demande maintenant quelles sont les condamnations qui peuvent entraîner des incapacités électorales, il faut répondre que ce sont celles qui émanent des tribunaux français. Mais ces jugements sont-ils les seuls qui puissent avoir l'effet en question? Faut-il au contraire attribuer le même aux sentences étrangères?

La Cour de cassation a contesté cet effet à ces dernières dans un arrêt du 14 avril 1868. Elle a pensé qu'il serait anormal qu'une autorité étrangère pût priver un français

de ses droits de citoyen et influencer ainsi sur la composition du corps électoral.

— En conséquence, la Cour de cassation a déclaré que seules, les condamnations prononcées par les tribunaux français pouvaient entraîner l'incapacité électorale. Toutefois, on verra plus loin que cette règle subit une exception en matière de faillite.

Condamnations étrangères frappant un étranger.

On a conclu aussi de certains arrêts, que des condamnations prononcées à l'étranger, contre des étrangers, peuvent engendrer l'incapacité en France, au cas où une annexion rendrait français des individus condamnés pour un délit identique à ceux qui, d'après la loi française, entraîneraient l'incapacité.

Condamnations françaises frappant un étranger.

Après s'être demandé quel peut être l'effet de condamnations étrangères frappant un français, on peut se demander quel doit être celui de condamnations françaises ayant frappé un étranger devenu plus tard français.

Il faut supposer pour cela qu'un étranger subit en France une condamnation de nature à le priver de ses droits électoraux s'il était français. Plus tard il le devient, que ce soit par une naturalisation, par une annexion où

par toute autre circonstance. Peut-on alors lui opposer sa condamnation ? Ou bien, est-il en droit, au contraire, de se prévaloir de ce fait qu'au moment où elle a été prononcée, elle ne pouvait avoir aucun effet sur la capacité ? C'est la première solution qu'il faut admettre sans la moindre hésitation. Un condamné ne peut tirer un avantage d'avoir été étranger à un moment donné. Il n'y aurait pas une raison morale pour justifier cette mesure.

§ 2. — Incapacités indirectes résultant d'un état juridique particulier.

Sont incapables d'être inscrits sur les listes électorales : Décret de 1852, article 15, paragraphes 16 et 17 : « Les interdits ; — les faillis non réhabilités dont la faillite a été déclarée soit par les tribunaux français, soit par jugements rendus à l'étranger, mais exécutoires en France. »

Les faillis. — D'après le décret de 1852, tous les faillis non réhabilités sont frappés d'incapacité électorale.

La faillite doit être prononcée par les tribunaux compétents. Il n'est pas indispensable qu'elle le soit par les tribunaux de commerce ; elle peut aussi l'être par les tribunaux correctionnels. En effet, le juge, saisi d'une poursuite en banqueroute simple, doit reconnaître, en termes exprès ou équivalents, l'existence de la qualité de commerçant chez la personne poursuivie et son état de faillite ; il serait d'ailleurs inique que le banqueroutier

simple pût échapper à une incapacité qu'encourt un simple failli (1).

L'incapacité atteint tous les faillis non réhabilités, même ceux qui ont obtenu un concordat ou qui ont été déclarés excusables. Elle frappe même les faillis en nom collectif ou solidaires. Le décret a voulu atteindre tous ceux qui n'ont pas pu faire face à leurs engagements : il ne fait aucune distinction selon qu'ils se sont ou non mis à plusieurs pour arriver à ce résultat (2).

Mais, s'il ne faut pas restreindre les termes de l'article 15, paragraphe 17, on ne doit pas non plus les étendre. Le décret ne vise que les faillis ; il ne faut donc pas frapper d'incapacité le commerçant en état de cessation de paiements, le débiteur en déconfiture ou qui a fait une cession de biens, l'insolvable.

Il faut le faire d'autant moins que la législation des faillis au point de vue électoral est déjà bien sévère envers des personnes qui peut-être n'ont eu que le tort d'être imprudentes ou malheureuses.

La loi du 4 mars 1889 est venue tempérer la rigueur de cette législation. Elle a créé au profit des commerçants de bonne foi qui cessent leurs paiements, un état de liquidation judiciaire. Ces commerçants ne peuvent être nommés à aucune fonction élective, mais ils restent électeurs.

En outre, la loi de 1889 étend cette faveur « à tout

(1) Cassation, 8 juillet 1885. Dalloz 1885, partie première, p. 279.

(2) Cassation, 17 avril 1861. Dalloz 1861, partie première, p. 254.

ancien failli qui aura obtenu son concordat ou qui aura été déclaré excusable. Il devra saisir par requête le tribunal de commerce qui a déclaré la faillite et produire son casier judiciaire. Cette requête sera affichée pendant quinze jours dans l'auditoire. Le tribunal statuera en chambre du conseil ; sa décision n'est susceptible d'aucun recours. L'inscription sur les listes électorales pourra être faite, à la suite de ces formalités, jusqu'au 31 mars, date de la clôture des listes » (article 25, paragraphes 4 et 5).

Enfin, par des raisons d'humanité et de justice, elle réagit dans le passé au moyen de deux dispositions transitoires que nous nous bornerons à reproduire textuellement.

Article 25, paragraphe 1 : « Le commerçant en état de cessation de paiements dont la faillite n'aura pas été déclarée, ou dont le jugement déclaratif de faillite ne sera pas devenu définitif à la date de la promulgation de la présente loi, pourra obtenir le bénéfice de la liquidation judiciaire. Cette faculté s'exercera devant la juridiction saisie. La requête devra, dans tous les cas, être présentée dans la quinzaine de la promulgation. »

Article 25, paragraphe 3 : « Le jugement qui homologuera le concordat obtenu par le débiteur dont la faillite aura été déclarée antérieurement à la promulgation de la présente loi, ou qui déclarera celui-ci excusable, pourra décider que le failli ne sera soumis qu'aux incapacités édictées par l'article 21 contre le débiteur admis à la liquidation judiciaire. »

En résumé, depuis la loi de 1889, l'article 15, paragraphe 17 du décret de 1852, a considérablement perdu de son étendue. Au lieu de s'appliquer à tous les faillis non réhabilités, il n'atteindra plus à l'avenir que ceux qui, n'ayant pas été jugés dignes du bénéfice de la liquidation judiciaire, resteront soumis au régime ordinaire de la faillite.

Dans son article 15, paragraphe 17, le décret de 1852, porte que l'incapacité électorale des faillis résulte des jugements rendus à l'étranger, mais exécutoires en France. Cette disposition nous amène à examiner à nouveau l'influence sur la capacité électorale des Français des jugements rendus à l'étranger.

La solution n'est pas douteuse. Les décisions rendues par les tribunaux étrangers étant destituées de toute valeur en France, les incapacités pas plus que la peine principale qu'ils entraînent, ne peuvent être encourues. C'est une conséquence du principe de la souveraineté de chaque État sur son territoire. Il est inadmissible qu'une autorité étrangère puisse modifier la composition du corps électoral ; ce serait une atteinte portée à l'indépendance réciproque des États.

Le législateur de 1852 s'est expliqué sur ce point en disposant que l'incapacité des faillis pouvait résulter d'un jugement étranger rendu exécutoire en France. Par cela même, il a indiqué qu'il en était différemment pour les autres jugements, qu'aucune incapacité n'était encourue.

D'ailleurs, le jugement rendu exécutoire en France est

moins un jugement étranger qu'un jugement français.

Au point de vue social, une telle règle peut produire de mauvais résultats. Par le fait même de la condamnation, le condamné échappe à toute poursuite nouvelle ; des assassins et des voleurs pourront ainsi exercer un droit électoral qu'ils sont pourtant indignes de conserver.

Telle est la situation légale d'un français qui a encouru des condamnations à l'étranger. Il nous reste à nous occuper de celle d'un étranger naturalisé, et à étudier l'effet des condamnations susceptibles d'entraîner l'incapacité électorale, qu'il a subie avant sa naturalisation.

S'il s'agit d'une condamnation émanée d'un tribunal français, l'étranger naturalisé ne peut se soustraire à la déchéance qui en est la conséquence. Cette incapacité n'a pas été appliquée tant que l'individu est resté étranger, pas plus qu'elle ne l'aurait été à l'égard d'un mineur. Mais, lorsqu'il devient français, semblable au mineur qui devient majeur, il rencontre devant lui un obstacle légal. La naturalisation ne peut le détruire ; elle ne produit pas les effets de la réhabilitation, elle n'efface que les incapacités résultant de l'extranéité et non celles qui en sont indépendantes. Une décision contraire serait d'ailleurs inique, car elle aboutirait à faire traiter l'étranger naturalisé plus favorablement qu'un français d'origine (1). En dehors du principe de souveraineté qui paraît imposer ces conclusions, on trouve dans la loi électo-

(1) Cassation, 1^{er} décembre 1874. Dalloz, 30 avril 1885.

rale, elle-même, un argument en faveur de cette opinion.

L'article 17 de la loi du 2 février 1852 et l'article 2 de la loi du 8 décembre 1883, disposent, en effet, que le commerçant déclaré en faillite par un tribunal étranger est privé de ses droits électoraux, mais toutefois sous la réserve qu'on aura rendu ce jugement exécutoire en France.

§ 3. — Preuve des incapacités.

Les règles générales de la preuve s'appliquent en matière électorale. Tous les français sont présumés jouir de leurs droits civils et politiques. C'est au défendeur à la demande d'inscription ou au demandeur en radiation à établir l'incapacité.

Cette preuve se fait en principe au moyen d'un extrait de jugement. L'extrait du casier judiciaire (1), les renseignements administratifs (2), les renseignements de police, la notoriété publique (3), à moins qu'ils ne soient confirmés par l'aveu du défendeur, ne sauraient constituer des preuves d'incapacité.

Avant 1875, les greffiers des tribunaux dressaient des états annuels mentionnant les jugements qui entraînaient la privation du droit de suffrage. Ces états étaient transmis

(1) Cassation, 7 juillet 1876. Dalloz 1868, partie première, p. 94

(2) Cassation, 29 mars 1864. Dalloz 1864, partie première, p. 240.

(3) Cassation, 2 mai 1883. Dalloz 1883, partie première, p. 188.

aux préfets qui faisaient ensuite vérifier la capacité des électeurs du département. Après la loi du 7 juillet 1874, la formation des nouvelles listes municipales révéla l'insuffisance des états annuels pour le contrôle des incapacités électorales.

Une circulaire ministérielle du 18 décembre 1874, organisa un nouveau mode de contrôle à partir du 1^{er} janvier 1875. Des duplicata du bulletin du casier judiciaire n° 1 sont transmis aux sous-préfectures des lieux de naissance des condamnés, de manière à constituer un casier administratif électoral. Ces duplicata sont dressés par les greffiers des tribunaux correctionnels et des cours d'assises ; les membres du ministère public y apposent leur visa après avoir constaté qu'ils indiquent seulement les condamnations emportant une déchéance politique.

A ce casier administratif sont annexés les extraits de jugements déclaratifs de faillite ou de liquidation judiciaire qui sont relevés par les greffiers de tribunaux de commerce. La circulaire ministérielle du 23 septembre 1875, recommande aux préfets et sous-préfets de détruire les bulletins concernant les faillis, lorsqu'ils auront reçu notification des réhabilitations.

Ce casier administratif sert à l'administration lorsqu'elle est demanderesse en radiation ou défenderesse en inscription.

§ 4. — Cessation des Incapacités.

1° *Incapacités résultant d'une condamnation.* — Elles commencent à courir à l'expiration de la peine principale. Il y a exception dans le cas d'une contravention à la loi de 1873 sur l'ivresse : l'incapacité électorale part du jour où la condamnation est devenue irrévocable.

Certains faits peuvent modifier les conséquences de la condamnation. Ce sont : la grâce, la prescription, l'amnistie et la réhabilitation.

La grâce (1) et la prescription (2) laissent subsister la condamnation. Elles dispensent de l'exécution de la peine, mais elles ne font pas disparaître les privations de droit. Elles influent sur les incapacités temporaires en faisant courir leur délai du jour de la grâce acquise ou de la prescription accomplie.

Les incapacités des articles 15 et 16 ne peuvent donc pas être effacées par la grâce ou la prescription.

Mais deux événements peuvent mettre fin aux incapacités électorales : l'amnistie et la réhabilitation,

L'amnistie (3) efface à la fois la condamnation et l'infraction. L'amnistié est censé n'avoir jamais été coupable. Par conséquent les incapacités qu'a entraînées la condamnation disparaissent avec la condamnation elle-même.

(1) Cassation, 6 novembre 1872. Dalloz 1863, partie première, p. 480.

(2) Cassation, 30 mars 1863. Dalloz 1863, partie première, p. 135.

(3) Cassation, 5 juin 1883. Dalloz 1883, partie première, p. 388.

La réhabilitation relève le condamné qui a subi sa peine, et qui s'est montré digne de cette faveur, des déchéances résultant de la condamnation.

L'incapacité électorale est imprescriptible ; le fait, pour un individu, d'avoir été inscrit illégalement sur la liste ne constitue aucun droit en sa faveur (1).

2° Incapacités résultant d'un état juridique particulier. — La réhabilitation met seule fin à celle du failli.

§ 5. — De la suspension du droit électoral

C'est le décret réglementaire du 2 février 1852 et non pas le décret organique de la même date, qui parle de cette suspension.

L'article 48 dit : « tout électeur inscrit sur cette liste
« a le droit de prendre part au vote. Néanmoins, ce droit
« est suspendu pour les détenus, pour les accusés contu-
« maces et pour les personnes non interdites, mais
« retenues en vertu de la loi du 30 juin 1838, dans un
« établissement public d'aliénés. »

C'est justement que l'on peut contester la place de cette disposition, sinon le fond. La suspension en question n'est pas seulement le fait de la privation de liberté pour les citoyens que vise l'article 48.

(1) Cassation, 30 avril 1885. Dalloz 1885, partie première, p. 314.

La raison n'est pas bonne pour les accusés contumaces. Ne pourraient-ils pas, en effet, venir tout à coup se présenter au scrutin ?

Pour ce qui est des détenus ou des aliénés enfermés, on pourrait concevoir qu'on aille chercher leurs votes.

Il faut voir dans la suspension une diminution de l'état politique ; et c'est le droit électoral lui-même qu'elle affecte. C'est donc, non pas par un règlement, mais par la loi organique elle-même qu'elle aurait dû être réglée. On pourrait contester un peu la constitutionnalité de notre article 18.

Quant à la disposition, elle est parfaitement justifiée en elle-même. Selon bien des personnes il faudrait même l'étendre encore. Il faudrait écarter du scrutin par exemple toute personne en état notoire d'imbécillité. Et il ne faut pas croire que c'est par haine du suffrage universel que l'on émet cette pensée. Bien au contraire, elle est dictée par le respect de son principe et par le désir de maintenir la dignité du vote populaire. On fait cependant une objection sérieuse à cette proposition. C'est le double danger des recherches vexatoires et des décisions fantaisistes.

En outre la suspension serait insuffisante. Et l'on devrait même en arriver à l'exclusion des listes électorales. Il faut en effet que la suspension résulte des circonstances de fait faciles à constater, telles que celles que vise l'article 18. Sans cela il faudrait un juge. Et ce juge devrait être appelé à statuer non pas au moment du

scrutin, mais au moment de la formation des listes électorales :

La décision qui prononcerait ainsi la suspension établirait une sorte d'incapacité. Et il est fort grave d'allonger la liste des incapacités.

On n'en doit pas moins faire figurer sur les listes, des citoyens chez qui le droit électoral est suspendu aux termes de l'article 18 du décret réglementaire.

Ce n'est pas cependant, comme on l'a vu, par un obstacle de pur fait qu'ils sont exclus du vote. On ne devrait pas recevoir le vote d'un condamné contumace qui se présenterait au scrutin. On devrait exclure de même l'individu régulièrement détenu, qui se présenterait en état de liberté de fait, ou sous l'escorte de la force publique pour voter.

La question a été tranchée, dans le sens de notre opinion, par un arrêt du Conseil d'Etat en date du 16 août 1866.

Pour être détenu ou accusé contumace, au sens de l'article 18, il faut avoir réellement cette qualité. Il ne peut guère se présenter de difficulté pour déterminer l'état d'accusé contumace. Il en va tout autrement quand il s'agit de l'état de détenu.

Ce qu'il faut dire, c'est que l'individu détenu contrairement à la loi ne peut pas être frappé de suspension électorale. Ce principe peut avoir un intérêt pratique. Car on peut se baser là-dessus pour contester la validité d'élections faites pendant la détention illégale d'électeurs inscrits.

§ 6. — De la rétroactivité.

Le principe de la rétroactivité des lois est inapplicable à celles qui déterminent la capacité électorale. Ainsi l'incapacité perpétuelle prononcée pour délit de mendicité par le décret de 1852 frappe les individus condamnés antérieurement à ce décret (1).

SECTION II

De la formation de la liste électorale et de la radiation pour indignité.

Tous les électeurs d'une commune se trouvent énumérés par ordre alphabétique sur une liste électorale.

La liste électorale est permanente en vertu d'un principe fondamental du décret de 1852 (article 18). Elle doit suivre cependant les modifications du corps électoral lui-même. Dans ce but la loi a organisé une revision annuelle des listes électorales.

Cette mission que le décret du 2 février 1852 confiait au maire, rentre aujourd'hui dans les attributions d'une commission. C'est la commission administrative instituée par l'article 1 de la loi du 7 juillet 1874. Elle se compose

(1) Chambre civile, 22 mars 1876. Dalloz 1876, partie première, p. 204.

du maire, d'un représentant de l'administration au choix du préfet et d'un représentant du conseil municipal.

Le rôle de la Commission administrative est de faire à la liste certaines adjonctions et — ce qui nous intéresse plus directement — d'y opérer certaines radiations.

La liste des décisions et des retranchements de la Commission constitue le tableau rectificatif.

I. *Radiation d'office.* — La Commission administrative chargée d'établir la liste électorale a en matière de radiation des pouvoirs considérables.

D'après l'article premier du décret réglementaire du 2 février 1852, elle doit non seulement rayer les décédés, ceux dont la justice a ordonné la radiation et ceux qui ont perdu les qualités requises, mais aussi ceux qu'elle reconnaît avoir été indûment inscrits, quoique leur inscription n'ait point été contestée.

II. *Demandes de radiation formées par des tiers.* —
« Chaque citoyen, dit M. Greffier (1), doit avoir le droit
« d'empêcher que le suffrage universel ne soit faussé par
« l'intrusion d'individus incapables ou indignes d'exercer
« les droits de citoyen. »

L'article 2 du décret réglementaire du 2 février 1852, dit : « Tout requérant peut prendre communication du tableau rectificatif. » Il faut ajouter : « et de la liste ». Ce

(1) Greffier. De la formation et de la révision annuelle des listes électorales.

qui est sous-entendu. Tout requérant n'a pas, de plein droit, la faculté de réclamer. L'article 19 du décret organique limite le droit de réclamation ainsi qu'il suit : « Tout citoyen omis sur la liste pourra présenter sa réclamation à la mairie. Tout électeur inscrit sur l'une des listes de la circonscription électorale pourra réclamer la radiation ou l'inscription d'un individu omis ou indûment inscrit. » Pour avoir le droit de réclamer la radiation d'un nom, il faut donc être inscrit comme électeur sur l'une des listes de la circonscription électorale. Cette condition est d'ailleurs suffisante.

Il n'y a donc pas absolue nécessité d'être inscrit sur la liste de la commune même. Il en a été jugé ainsi par l'arrêt de la Chambre des Requêtes du 13 mars 1865.

Le 18 novembre 1853 parut une instruction ministérielle aux termes de laquelle le tiers réclameur, pour pouvoir user de la faculté de demander une radiation, devait produire un certificat du maire de sa commune, constatant sa qualité d'électeur. Ce certificat, bien entendu, est la pièce la plus régulière. Mais, à son défaut, on pourrait la remplacer par quelque autre document ayant une valeur probante suffisante.

Faudrait-il attacher quelque effet à la réclamation d'un individu qui ne serait pas encore inscrit, mais qui en même temps qu'il réclame la radiation d'autres citoyens, demanderait sa propre inscription ? Il n'y a pas d'hésitation possible : Cette réclamation doit être admise à

condition toutefois que l'inscription de ce citoyen soit elle-même accordée.

Il est bon de noter au passage que nous nous trouvons ici en présence d'un cas exceptionnel où un simple particulier peut agir dans l'intérêt public. D'une façon générale, au contraire, il est de règle dans notre législation de réserver l'exercice d'actions de ce genre à des autorités spéciales.

Les préfets et sous-préfets ont eux aussi le droit de réclamer une radiation. C'est ce que dit le décret organique du 2 février 1852 dans son article 19, paragraphe 3 : « Le même droit appartient aux préfets et aux sous préfets. »

Bien entendu il ne peut être question ici que du préfet et du sous-préfet dans le département ou dans l'arrondissement desquels se trouve située la commune dont il s'agit.

Mais on ne peut leur refuser ce droit, quand bien même leurs noms ne figureraient pas sur la liste électorale. Et ils jouissent seuls de cette prérogative ; car le décret ne parle que d'eux.

Le procureur de la République, pas plus que le maire lui-même, agissant comme tels, ne peuvent réclamer une radiation. C'est en ce sens qu'a statué la Cour de cassation (1).

(1) Arrêt de la Chambre des requêtes : 9 mai 1866 :

« Attendu que si, au moment de la confection de la liste, le maire avait le droit de ne pas porter Mariani sur la liste électorale, le droit

Il est une question délicate qui naît de la combinaison de notre loi électorale avec les lois sur la dénonciation calomnieuse, la diffamation et l'injure.

Il va de soi que le droit de demander la radiation d'indignes inscrits sur la liste électorale comporte le droit d'indiquer les condamnations judiciaires ou autres faits, tels que la faillite ou l'interdiction, de nature à entraîner l'indignité.

Par ailleurs on sait que le rappel de pareilles causes d'incapacité électorale peut être confondu dans certaines circonstances avec la diffamation et l'injure.

User de son droit peut être parfois pour l'électeur qui demande une radiation, s'exposer à des poursuites ; elles sont même possibles encore que le demandeur en radiation prouverait l'incapacité électorale du plaignant ; car

de radiation, la liste une fois faite et publiée, n'appartenait plus qu'à la commission municipale dans les formes réglées par le décret du 2 février 1832 ; — attendu que l'article 49 de ce décret prescrit que les réclamations pour l'inscription ou la radiation soient provoquées devant la commission municipale par tout électeur inscrit, par le préfet ou par le sous préfet ; que la commission municipale exerce une véritable juridiction ; qu'il ne saurait lui appartenir, en présence des termes de l'article 49 précité, soit de statuer d'office, soit sur la demande de tout autre réclamant que ceux désignés par l'article 49 ; — et attendu qu'il résulte des pièces produites que la commission municipale de Canari n'a été saisie que par le maire qui ne pouvait être juge et partie ; que s'il est vrai que le maire n'a agi que sur l'avis à lui transmis par le parquet de Bastia, il est constant d'autre part que le Ministère public n'est pas au nombre des autorités qui, d'après l'article 49, puissent agir devant la commission municipale ; que dès lors, en maintenant la décision municipale, le jugement attaqué a violé le dit article ; — casse. »

la diffamation n'en subsiste pas moins, quel que soit d'ailleurs le bien fondé des allégations : mais si par malheur il ne peut arriver à les prouver, la perte de son procès est inévitable.

Il ne faut donc pas permettre à la légèreté de pareilles poursuites. Car le désir de les éviter empêcherait fatalement un électeur d'user d'un droit, que les circonstances peuvent changer en obligation.

N'aurait-on pas dû, dans l'intérêt général, empêcher tout procès en diffamation en pareil cas ? Mais dans l'état actuel de la législation, force est bien d'avouer que de pareilles poursuites peuvent être intentées, et que dans certains cas même elles pourront aboutir.

C'est donc au tribunal de voir si les allégations du demandeur en radiation étaient dictées par son désir de faire respecter la loi, ou si au contraire elles masquaient l'intention de nuire.

En ce sens l'arrêt de la Chambre criminelle de la Cour de cassation du 27 janvier 1866 (1).

Nous avons déjà vu que la jouissance des droits civils est une des conditions de l'électorat.

Il ne se présente à ce sujet aucune difficulté pour le défendeur à la demande en radiation : il y a là une présomption légale que tout français majeur jouit de ses droits civils et politiques. Il n'y a que la preuve contraire qui vient la faire tomber.

(1) Cassation, rejet (Danizan). Dalloz 1866, t. I, p. 236.

Tout autre est la situation du demandeur en radiation. C'est toujours à celui qui affirme quelque chose de le prouver ; et ici plus que jamais. C'est à celui qui conteste l'incapacité électorale d'un individu de la prouver.

Il y a en ce sens une décision expresse de la Cour de cassation. La Chambre des requêtes l'a émis en principe général dans son arrêt du 27 mars 1861 (Ausset).

Il est peut-être bon de dire encore que pour arriver à faire rayer le nom d'un électeur d'une liste, il est nécessaire d'en établir l'indignité d'une façon irréfutable.

Si c'est par exemple d'une prétendue condamnation judiciaire que doit résulter l'indignité, il n'est pas suffisant de prouver la dite condamnation :

Il est nécessaire d'établir qu'elle est passée en force de chose jugée. C'est l'avis de la Cour de cassation. L'arrêt de la Chambre des requêtes du 9 mars 1864 l'a dit en propres termes. Et cela se trouve implicitement dans l'arrêt du 22 mars 1864, cassation (Besnard).

*Forme dans laquelle la demande du tiers électeur
peut être formée.*

Il va de soi a fortiori que c'est par une preuve authentique que l'on doit établir l'existence de la condamnation judiciaire. La forme ordinaire des notes de police ne pourrait suffire comme preuve de la condamnation. En ce sens il y a plusieurs décisions de la Cour de cassation.

Arrêt de la Chambre des requêtes du 16 mars 1864 (Garnier).

Arrêt de la Chambre des requêtes du 22 mars 1864 (Besnard).

Arrêt de la Chambre des requêtes du 29 mars 1864 (Soustre).

En outre, il est bien entendu que si le tribunal juge que la condamnation alléguée contre un citoyen ne se rapporte pas à ce dernier, il y a là une décision souveraine ; elle ne saurait être revisée par la Cour de cassation ; Tel est l'arrêt de la Chambre des requêtes du 7 mars 1865, rejet (Bidault).

Ces principes là on doit encore les appliquer dans les cas où la demande en radiation pour indignité aurait sa source dans une prétendue faillite.

L'arrêt de la Chambre des requêtes du 3 juillet 1866 l'établit expressément.

Effet des demandes formées par les tiers.

Lorsque la demande du tiers électeur n'a pas été contestée, elle produit tous les effets d'une inscription ordonnée d'office ou demandée par l'électeur lui-même. La radiation prononcée régulièrement sur la réclamation d'un tiers, contradictoirement avec l'électeur, est définitive : et cela vis-à-vis de tous les autres électeurs aussi bien que vis-à-vis du tiers électeur qui a réclamé.

C'est là la conséquence de la jurisprudence. Elle re-

connaît l'autorité de la chose jugée aux décisions rendues en matière électorale, même aux décisions de la commission municipale.

Il y a eu bien des arrêts qui ont jugé que lorsqu'une inscription a eu lieu en vertu d'un jugement de paix, l'inscription ne peut plus tomber que devant la production d'une cause nouvelle de radiation postérieure à cette décision. Il en est d'autres qui ont déclaré que quand cette radiation a été prononcée, parce que l'électeur n'avait pas alors la capacité électorale, ou l'avait perdue, celui-ci ne pourrait plus obtenir son inscription qu'en prouvant qu'il l'a recouvrée ou ne l'avait point perdue, à l'aide de titres nouvellement retrouvés ou officiellement délivrés.

Quelques-uns de ces arrêts ont donné une bien grande extension au principe de l'autorité de la chose jugée qui s'applique aux décisions électorales. Mais il ne faudrait peut-être pas en laisser exagérer la portée.

A cet égard on doit lire l'arrêt du 24 avril 1876, rendu par la Chambre civile (1). Il est assez explicite.

(1) Cassation, Chambre civile, 24 avril 1876.

Attendu que par jugement du 22 février 1875, le sieur Martelli a sur la demande d'un sieur Savelli, été rayé sur la liste électorale de la commune de Corbara, comme frappé d'une incapacité résultant d'une condamnation correctionnelle; — que nonobstant cette décision, le sieur Santini a réclamé l'inscription de Martelli sur les listes de 1876; que cette réclamation ayant été admise par la commission municipale, un sieur Guidi s'est pourvu en appel devant le juge de paix du canton de l'Île-Rousse, qui, se fondant sur le jugement de radiation rendu par lui l'année précédente, a maintenu sa première sentence et décidé que le nom de Martelli ne serait pas porté sur la nouvelle liste :

Ce qu'il faut conclure de cette jurisprudence c'est que l'action exercée par les tiers à fin de radiation d'un électeur, est réputée exercée au nom de tous les citoyens. C'est une action qui profitera à tous, si elle est accueillie, qui profitera à l'électeur contre tous, si elle est repoussée.

On trouve même dans l'arrêt Santini cette théorie intéressante que l'électeur qui défend à l'action du tiers, défend non seulement sa cause personnelle, mais celle de tous les électeurs intéressés à son inscription et qu'il peut opposer à tous ceux qui attaquent cette inscription, le jugement qui a été prononcé en sa faveur. Il est nécessaire de confondre les deux actions quand elles poursuivent un même but. C'est le seul moyen d'éviter de grandes difficultés. De même pour éviter des contradictions entre les jugements, on doit admettre comme opposables à tous les nouveaux demandeurs sur le même

— attendu que deux des conditions prescrites par l'article 1351 existent incontestablement dans l'espèce, à savoir l'identité de demande et l'identité de cause; que si, en ce qui concerne la troisième condition, il est certain que Santini n'a pas été partie au jugement de 1875, il y a lieu de reconnaître qu'il a été représenté par Martelli lui-même, qui, en défendant sa cause, non seulement dans son intérêt personnel, mais encore dans un intérêt public, s'est trouvé ainsi le mandataire légal de tous les électeurs intéressés à son maintien sur la liste électorale; — attendu que les listes sont permanentes et que l'on ne peut y ajouter que les noms des électeurs omis; qu'on ne saurait considérer comme tel le nom de l'électeur dont le nom a été rayé en vertu d'une décision judiciaire, devenue définitive, d'où il suit qu'en écartant la demande de Santini tendant à l'inscription de Martelli par un moyen tiré de la chose jugée, le juge de paix, loin de violer l'article 1351, en a fait une juste application — rejette. »

point ce qui a déjà été jugé sur l'action du tiers électeur.

Mais il y a une remarque importante à faire. Jusqu'à présent il y avait toujours deux parties en présence : le citoyen intéressé ou bien un tiers électeur soutenant son droit ; et un autre tiers électeur qui combattait l'inscription. Il y avait donc un litige contradictoire soumis à la justice.

Mais si c'est sans contradiction et par l'électeur ou le tiers seul que l'inscription a été demandée à la commission administrative, est-ce que l'inscrit pourra opposer à un autre électeur qui l'année suivante viendrait demander la radiation, pour le motif notamment qu'il a été frappé d'incapacité par une condamnation antérieure à l'inscription, l'autorité de la chose jugée résultant de la décision de la commission municipale qui a ordonné son inscription, mais qui a été rendue sans qu'aucun tiers ait combattu l'inscription ? On ne saurait l'admettre. Et c'est là l'opinion de M. Greffier(1). Le tiers qui demande la radiation n'était pas partie en effet à la décision en question. L'intérêt public n'y était représenté par personne. Il manque donc à la décision invoquée un des éléments de la chose jugée : c'est celle de l'identité des parties.

L'autorité de la chose jugée, selon M. Greffier, résul-

(1) Greffier. De la formation et de la revision annuelle de la liste électorale

tant d'une première décision tombe elle-même devant un fait accompli entre la première décision et la nouvelle demande. Un électeur a, par exemple, été inscrit en vertu d'un jugement en 1877 ; en 1878, il laisse opérer sa radiation sans aucune réclamation ; il est évident qu'il ne pourra solliciter son inscription en 1879 en s'appuyant sur l'autorité de la chose jugée par la sentence de 1877.

SECTION III

Des suites judiciaires de la Réclamation.

Une fois la demande en radiation formulée, la phase purement administrative est terminée. Vient alors la phase judiciaire. La réclamation suit son cours devant les trois autorités qui, à tour de rôle, peuvent en connaître. C'est d'abord la commission municipale ; puis le juge de paix et enfin la Cour de cassation.

Quant à l'exécution elle revient encore à l'administration.

La Commission municipale. — La Commission municipale est juge en premier ressort des demandes de radiation à faire sur la liste électorale.

Le caractère de cette Commission n'est pas très défini. Elle procède à la fois de l'ordre administratif et de l'ordre

judiciaire. Elle tient de celui-ci en ce qu'elle rend des jugements. Mais elle tient aussi de celui-là en ce qu'elle n'exige ni publicité, ni formalités d'aucune sorte.

Il n'y a pas de délai légal dans lequel la Commission est obligée de statuer.

L'article 19 du décret organique dit dans son dernier paragraphe : « L'électeur dont l'inscription aura été contestée en sera averti sans frais par le maire et pourra présenter ses observations. »

Voilà, semble-t-il, un article applicable à l'individu qui réclame son inscription parce qu'il a été omis sur la liste électorale, si un tiers vient contester cette réclamation.

L'appel devant le juge de paix. — Nous avons vu que la Commission municipale est un tribunal administratif. C'est donc par une anomalie que l'appel de ses décisions est porté devant le juge de paix qui est un magistrat de l'ordre judiciaire. Il rend à son tour un jugement. Mais il y a encore un recours possible en Cassation.

Les parties intéressées, d'après l'article 21 du décret organique « pourront interjeter appel dans les cinq jours de la décision ».

Quelles sont donc les parties intéressées auxquelles il faut reconnaître ce droit? Sont-ce exclusivement celles auxquelles il y a obligation de notifier la décision de la Commission municipale? Non — Le nombre en est

beaucoup plus vaste. On doit considérer comme intéressés tous les électeurs de la circonscription. Il serait difficile de notifier à tous ces électeurs la décision de la Commission municipale ; mais du moins on doit leur reconnaître le droit d'interjeter appel car il présente grand intérêt pour eux.

La jurisprudence antérieure au décret de 1852 leur avait reconnu ce droit. Il leur a été confirmé depuis par l'arrêt de la Chambre des requêtes du 11 mai 1858, cassation (Maestracci).

Peut donc interjeter appel de la décision de la Commission municipale tout électeur inscrit dans la circonscription, n'eût-il pas figuré dans le débat devant la dite Commission.

Préfets et sous-préfets trouvent, on l'a vu, dans l'article 49 le droit comme les électeurs de demander des radiations.

Il faut aussi leur reconnaître le droit d'appeler devant le juge de paix des décisions rendues par la Commission municipale, et cela quand bien même ils n'y seraient pas intervenus.

Nous avons dit que tous les électeurs de la circonscription ont le droit d'interjeter appel de la décision rendue par la Commission municipale.

Il y a toutefois une exception : Il s'agit des électeurs qui faisaient partie de la Commission quand elle a statué. Seuls ils n'ont le droit ni d'en attaquer la décision, ni de défendre à l'appel interjeté contre elle. On ne peut en

effet être à la fois juge et partie ; ni devenir l'un après avoir été l'autre.

Indiquons d'ores et déjà, que pour le même motif les membres de la Commission municipale qui a rendu la décision, ne pourront pas davantage se pourvoir en Cassation contre le jugement du juge de paix qui statue en appel contre cette décision. Ils n'ont pas non plus le droit de défendre au pourvoi formé contre le jugement.

Du pourvoi en Cassation. — « La décision du juge de paix est en dernier ressort ; mais elle peut être déférée à la Cour de cassation. » Le pourvoi était, sous l'empire du décret de 1852, porté devant la chambre des requêtes qui statuait au fond et pouvait prononcer la cassation. Une loi du 30 novembre 1873 en a attribué la connaissance à la Chambre civile.

Quelles sont les personnes qui peuvent se pourvoir en cassation contre cette décision ? — toutes les parties — et celles-là seules — qui ont figuré dans l'instance contre le juge de paix.

Les préfets et les sous-préfets, on l'a vu plus haut, peuvent, tout comme les électeurs, réclamer des radiations sur la liste électorale. Ils peuvent tout aussi bien se pourvoir contre la décision du juge de paix ; mais cela, à la condition qu'ils soient déjà intervenus, tout au moins devant le juge de paix. Au cas contraire il n'est pas pour eux de pourvoi en Cassation possible contre le jugement

de ce dernier. Il n'y aurait aucun motif pour déroger ici au droit commun.

C'est ce qu'avait décidé la jurisprudence antérieure à 1852. En ce sens encore il y a un arrêt de la Chambre des requêtes du 14 avril 1858, déclaration de non-recevabilité (sous-préfet de Provins).

Y a-t-il du moins pour les préfets et sous-préfets un droit de se pourvoir en Cassation dans l'intérêt de la loi ? — Il faut répondre « non » sans hésitation.

La clôture de la liste électorale a lieu le 31 mars, aux termes de l'article 7 du décret réglementaire du 2 février 1852. C'est le maire qui, après avoir opéré toutes les rectifications régulièrement ordonnées, arrête définitivement la liste communale.

Arrêtée le 31 mars, cette liste reste immuable pendant tout le cours de l'année.

Seuls, les électeurs qui y sont inscrits peuvent prendre part aux scrutins qui se présentent du 1^{er} avril au 31 mars suivant.

Tous y ont droit. C'est ce que disent l'article 24 du décret organique et les articles 18 et 19 du décret réglementaire du 2 février 1852.

Les seules atteintes à ce principe sont les suivantes :

Une première exception se trouve dans l'article 8 du décret réglementaire. Il dit qu'on doit rayer les noms des « électeurs décédés ou privés des droits civils et politiques par jugement passé en force de chose jugée. »

Cette radiation doit frapper aussi les individus dont

on découvrirait une condamnation antérieure à la confection de la liste, et dont l'incapacité serait restée inconnue; et non pas seulement ceux dont l'indignité ne survient qu'après la clôture de la liste.

Le même article dit encore que la liste électorale doit subir aussi « les changements qui y auraient été ordonnés par décision du juge de paix ».

L'article 19 du décret réglementaire de 1852 — comme la loi du 5 mai 1855, — dit enfin : « Seront admis au
« vote, quoique non inscrits, les citoyens porteurs d'une
« décision du juge de paix, ordonnant leur inscription,
« ou d'un arrêt de la Cour de cassation annulant un juge-
« ment qui aurait prononcé une radiation. »

CHAPITRE III

DE L'INÉLIGIBILITÉ

Les personnes qui sont frappées d'incapacité électorale sont par le fait même frappées d'inéligibilité.

C'est la règle qu'édicté l'article 27 du décret organique du 2 février 1852 : « Sont déclarés indignes d'être élus, les individus désignés aux articles 15 et 16 de la présente loi. » Il faut souligner les termes du législateur : Il dit : indignes d'être élus. Cette décision est donc exclusivement faite pour ces indignes-là. Elle ne vise pas les citoyens non inscrits sur la liste électorale, ni ceux auxquels il ne manque pour être inscrits que la condition de l'inscription.

Il est à remarquer que les causes qui tiennent en suspens l'exercice du droit électoral (l'état de détention, de contumace, ou de séjour forcé dans un asile d'aliénés) n'ont sur l'éligibilité aucune action. Cela découle logiquement du silence de la loi. Elle ne contient pas en effet la moindre disposition analogue à l'article 17.

D'ailleurs les seules causes générales d'inéligibilité

sont celles qu'indique le décret organique dans son article 27.

Il faut donc en conclure que l'incapacité absolue d'être élu se confond avec la privation du droit électoral.

Avant la promulgation du décret de 1832, l'état de choses était tout différent : il arrivait dans bien des cas que l'on perdait l'éligibilité tout en conservant le droit de vote.

Pour s'en rendre compte il suffit de rapprocher les articles 2 et 3 de la loi du 13 mars 1839, qui édictent les règles relatives à l'électorat, et l'article 79 de la même loi, qui statue en matière d'éligibilité.

Les articles 8 à 11 de la loi du 31 mai 1830, tout en remaniant ces dispositions, n'avaient pas cru devoir supprimer cette anomalie. Cette loi ne la fait cesser qu'en ce qui concerne l'effet des jugements étrangers.

L'article 79, paragraphe 10 de la loi électorale de 1849 disait que l'inéligibilité pouvait exister en vertu d'un jugement étranger après exéquatur. Mais à ce moment-là il ne pouvait y avoir de ce chef perte de l'électorat.

Cette disposition n'a plus à l'heure qu'il est qu'un intérêt historique. Car la loi du 31 mai 1830 a fait cesser cette situation en étendant aussi à l'électorat la déchéance qui avait été imposée à l'éligibilité.

L'article 27 du décret organique du 2 février 1832 déclarait indignes d'être élus non seulement les individus frappés d'incapacités perpétuelles en vertu de l'article 13 du dit décret, et exclus indéfiniment des listes électorales,

mais encore ceux frappés d'incapacités temporaires en vertu de l'article 16.

Mais cette disposition n'a pas été reproduite dans l'article 6 de la loi du 30 novembre 1875.

On s'est alors demandé si l'article 27 est encore applicable aux individus qui, frappés d'incapacité temporaire, ont recouvré le droit d'être inscrits sur les listes électorales, soit par l'expiration du délai réglementaire, soit par la remise de la peine de l'emprisonnement avant l'exécution du jugement. Ce point n'a pas encore été tranché.

Nous trouvons cependant sur la question une décision intéressante de la Chambre des députés.

Dans sa séance du 6 avril 1876, elle a déclaré éligible un citoyen, bien qu'il ait subi un jugement entraînant une incapacité temporaire d'après l'article 16. Il avait ensuite obtenu sa grâce avant que le jugement ait été exécuté. Et quelque temps après avoir été gracié, il avait été élu conseiller général et maintenu dans sa fonction.

L'inéligibilité d'un citoyen ne peut résulter que d'une disposition expresse de la loi.

« Elle est, dit M. Pierre (1), le produit d'une situation légale qui ne saurait prêter à aucune discussion »

Aussi le fait d'avoir fait partie d'un gouvernement insurrectionnel ne saurait constituer en aucune façon une cause d'inéligibilité ou d'indignité, quand cet acte n'a pas

(1) Pierre. *Traité de droit politique électoral et parlementaire*.

entraîné de condamnation ou de poursuites et que le candidat ne s'est pas trouvé du fait de ces dernières dans la situation d'un accusé contumax (1).

De la déchéance.

Si c'est après l'élection que survient la cause d'inéligibilité, elle entraîne à ce moment-là la déchéance. La loi de 1849 avait déjà décidé cela dans son article 80.

Voici ce que dit l'article 28 du décret organique de 1852: « Sera déchu de la qualité de membre du corps législatif tout député qui, pendant la durée de son mandat, aura été frappé d'une condamnation emportant, aux termes de l'article précédent, la privation du droit d'être élu. La déchéance sera prononcée par le corps législatif sur le vu des pièces justificatives. »

Ainsi donc un citoyen frappé au cours de son mandat d'une condamnation entraînant la perte de la capacité politique ne saurait continuer à représenter le collège électoral qui l'a nommé. Malgré tout, seule l'assemblée dont il fait partie a le pouvoir de lui retirer son mandat législatif.

L'article 27 du décret organique, visé dans l'article 28, décide que tous les individus frappés d'incapacités électorales perpétuelles ou temporaires sont indignes d'être

(1) Rapport de M. Baragnon. Séance de l'assemblée nationale du 14 juin 1873.

élus. Il faut en conclure que toute condamnation énoncée dans les articles 15 et 16 du décret de 1852 expose à la déchéance.

Ce n'est qu'à l'égard des députés que les dispositions du décret organique de 1852 avaient été édictées. Aussi l'article 27 de la loi organique du 2 août 1875 est-il venu déclarer qu'on devrait appliquer au Sénat toutes les dispositions de la loi électorale relatives « aux cas d'indignité et d'incapacité ».

Les cas de déchéance sont donc les mêmes maintenant au Sénat et à la Chambre des députés.

Il faut considérer tous ces cas de déchéance comme étant de droit étroit. Et l'on ne peut les étendre. Si l'une des chambres découvrait dans son sein un homme dont l'honneur aurait été compromis dans une affaire scandaleuse échappant à la rigueur de la loi pénale, elle n'aurait d'autre moyen d'exclure ce citoyen taré que de provoquer une démission volontaire.

L'assemblée, pas plus d'ailleurs que le bureau, n'est qualifiée pour prononcer la déchéance d'un parlementaire notoirement absent sans congé. Et l'on ne peut considérer comme une pétition la lettre écrite au président par les électeurs pour le prier d'amener pour ce motif la démission d'un membre.

La procédure que suivent les Chambres en matière de déchéance ne s'éloigne guère de celle qu'elles suivent pour les demandes en autorisation de poursuites. Le garde des sceaux transmet au Président de la République

un extrait du jugement portant condamnation du député contre lequel il réclame la déchéance. Si c'est un conseil de guerre qui a rendu le jugement, c'est au garde des sceaux ou bien au ministre de la guerre de transmettre l'extrait du jugement.

Le président communique ce document à l'assemblée, en séance publique, et en ordonne le renvoi à l'examen d'une commission spéciale nommée dans les bureaux.

Quand l'assemblée est saisie de l'extrait d'un jugement rendu contradictoirement contre l'un de ses membres, la résolution de déchéance ne soulève aucune difficulté. On examine, et cela suffit, si le jugement rendu emporte, pour celui qui en a été frappé, privation des droits politiques. En pareil cas les termes de la loi sont formels. Elle dit : « sera déchu ». Elle ne laisse donc pas à l'assemblée la possibilité de refuser la déclaration de la déchéance.

Lorsque le jugement a été rendu par contumace, il y a lieu d'examiner si l'on peut prononcer la déchéance contre un accusé contumax.

L'assemblée constituante avait été saisie en 1849 de trois extraits d'un arrêt rendu contradictoirement contre trois représentants et de deux extraits d'un arrêt rendu par contumace contre deux représentants. La commission qui avait pour mission d'examiner les pièces justificatives put se demander alors si l'on devait prononcer la déchéance contre les deux condamnés contumax. Ces derniers pouvaient en se constituant prisonniers anéantir

les jugements rendus contre eux. La commission pensa qu'il n'y avait aucune raison pour faire une différence entre les représentants condamnés par contumace et les représentants condamnés contradictoirement.

Après la dissolution de la Constituante, la Législative était saisie, le 31 janvier 1850, de l'extrait d'un arrêt rendu par contumace contre vingt représentants. La commission chargée d'examiner ces pièces fut d'avis, comme la Constituante elle-même, qu'il fallait prononcer la déchéance à la fois contre les représentants condamnés contradictoirement et contre les représentants condamnés par contumace.

Il peut s'élever une question très délicate en matière de déchéance : c'est celle de savoir si des causes nouvelles d'inéligibilité venant s'ajouter à celles que la loi a déjà établies, une assemblée aurait le droit de priver de leur mandat les membres qui, postérieurement à leur élection, seraient frappés de condamnation par le fait d'une loi nouvelle. Il nous semble que l'on doit refuser ce droit à l'assemblée. Car si l'on admettait la possibilité de prononcer la déchéance dans ce cas-là, ne donnerait-on pas ainsi aux Chambres la faculté d'exclure certains de leurs membres par le vote de lois pénales qui ne seraient que des lois politiques déguisées.

Suivant cette opinion, il aurait été impossible de frapper de déchéance avant la fin de son mandat tout parlementaire visé par l'article 21 de la loi du 4 mars 1889, c'est-à-

dire tout député ou sénateur se trouvant en état de liquidation judiciaire.

Inéligibilités spéciales. — Les causes d'inéligibilité spéciale absolue ou relative sont énumérées dans différentes lois. Pour la Chambre des députés, ce sont les articles 29 et 30 du décret organique du 2 février 1852 qui sont en vigueur après avoir régi l'inéligibilité au corps législatif.

Pour les conseils généraux et d'arrondissement, ce sont les articles 5 et 24 de la loi du 22 juillet 1833 et l'article 14 du décret du 3 juillet 1848.

Pour les conseils municipaux ce sont les articles 9, 10 et 11 de la loi du 5 mai 1855. Le contentieux appartient sur ce point à la Chambre des députés et au Conseil d'Etat.

La loi du 4 mars 1889 sur les faillites a modifié toute cette législation.

Inéligibilités absolues. — L'article 21 de la loi du 4 mars 1889 frappe d'une inéligibilité absolue à toute assemblée l'individu qui se trouve être en état de liquidation judiciaire : « à partir du jugement d'ouverture de la liquidation judiciaire, le débiteur ne peut être nommé à aucune fonction élective. S'il exerce une fonction de cette nature, il est déclaré démissionnaire. »

La loi assimile provisoirement au commerçant en état de liquidation judiciaire, le citoyen qui a recouvré le

droit de suffrage après la déclaration de faillite et l'obtention d'un concordat ou d'une excuse.

Il faut bien remarquer qu'on ne saurait confondre avec l'indigent, le commerçant tombé en déconfiture. Il ne perd pas son aptitude à remplir un mandat électif.

Est encore inéligible d'une façon absolue, l'individu qui, tout en conservant son droit d'élection, a perdu l'éligibilité à la suite d'une condamnation émanant d'un tribunal répressif aux termes de l'article 42 du Code pénal.

On ne saurait concevoir que le tribunal puisse restreindre l'inéligibilité à une certaine espèce d'élection.

L'article 175 du Code pénal interdit l'exercice de toute fonction publique aux individus frappés en vertu de ces dispositions. Il les rend par conséquent inéligibles aux fonctions de maire et d'adjoint.

Inéligibilités relatives. — Ces inéligibilités relatives sont destinées à empêcher que le vote des électeurs ne se porte sur des indignes.

La loi du 5 avril 1884 (article 32) et la loi du 10 août 1871 (article 7) déclarent inéligibles aux assemblées locales les individus pourvus d'un conseil judiciaire. La sanction de cette disposition n'est autre que l'invalidation de l'élu.

Cette incapacité se trouvait déjà consacrée par la loi du 15 mars 1849 (article 79, paragraphe 9). Mais les lois de 1875 réglant les élections à la Chambre et au Sénat, pas plus que le décret du 2 février 1852, n'avaient voulu la reproduire.

Voilà donc une incapacité qui ne frappe les élus ni au Sénat, ni à la Chambre des députés. La loi de 1884 s'est inspirée de la loi organique de 1871 sur les Conseils généraux, qui s'était inspirée elle-même de la loi de 1849. Celle-ci d'ailleurs avait trouvé une application aux élections du 8 février 1871.

Quant à la publicité qu'il est nécessaire de donner aux jugements établissant des Conseils judiciaires, c'est la loi du 16 mars 1893 qui s'est chargée de la régler.

Il est d'usage que les membres d'une assemblée puissent être élus indéfiniment. Pourtant le décret du 31 janvier 1871 avait frappé d'inéligibilité tous les citoyens convaincus d'avoir accepté la candidature officielle pour les élections législatives faites au cours du second empire. Il les considérait comme indignes de figurer à l'assemblée nationale.

Maintenant encore on voit une déchéance analogue frapper les maires et adjoints révoqués ainsi que les conseillers généraux, d'arrondissement et municipaux déclarés démissionnaires d'office.

Dans les deux cas, qu'il s'agisse de la révocation ou de la démission d'office, le citoyen se voit frapper d'inéligibilité pour un an aux fonctions qu'il remplissait.

Les deux cas ne sont pourtant pas identiques.

Le maire ou l'adjoint révoqué est incapable d'être élu pendant une année entière à l'une ou l'autre de ces deux fonctions.

La question est toute simple quand il s'agit de la

déchéance encourue dans la commune où le maire ou l'adjoint remplissait sa fonction au jour de la révocation.

Mais que penser du cas où un citoyen est élu maire par exemple, au cours de la même année ; mais cette fois-ci dans une autre commune ?

La prohibition de la loi paraît être absolue. Il faut donc encore étendre la déchéance à ce cas-là. Mais il faut le regretter. Car la loi semble dépasser son but.

Quant à l'inéligibilité qui est la conséquence de la révocation, la loi du 5 avril 1884 nous dit (article 86, paragraphe 3) qu'elle cesse quand il s'agit du renouvellement général d'un Conseil municipal.

Tout en édictant cette exception, la loi maintient pourtant la déchéance même en cas du renouvellement intégral du Conseil municipal, si c'était de celui-là que le maire ou l'adjoint révoqué faisait partie.

Il ne peut d'ailleurs en être différemment ; car si tout le Conseil municipal donnait sa démission pour favoriser la réélection du maire après sa révocation, la loi serait infailliblement tournée.

Il n'y a pas les mêmes raisons de redouter qu'une municipalité tienne en échec les pouvoirs publics quand il s'agit du renouvellement intégral de tous les Conseils municipaux. Car c'est la volonté du législateur et non celle de l'assemblée qui nécessite ces nouvelles élections.

On ne trouve jamais dans la suspension une cause d'inéligibilité, même dans le cas où le citoyen frappé par

cette mesure, donne sa démission pour ne pas se laisser révoquer.

On a vu que la loi du 7 juin 1873, article 3, prive du droit d'éligibilité pour une année, le conseiller général, d'arrondissement ou municipal déclaré démissionnaire d'office pour inexécution des devoirs que lui impose la loi. Mais on ne saurait étendre cette inéligibilité aux membres d'une assemblée déclarés démissionnaires d'office pour avoir accepté depuis qu'ils sont élus une fonction présentant une incompatibilité avec leur mandat politique, ou tout simplement pour avoir négligé sans raison de se rendre à plusieurs sessions consécutives.

Par ailleurs, si l'on croit devoir maintenir la déchéance pour un conseiller municipal, d'arrondissement et général, même lors du renouvellement général de tous les conseils, à plus forte raison faut-il le faire quand il ne s'agit que du renouvellement de l'assemblée à laquelle il appartient.

On ne trouverait, en effet, nulle part, dans la loi de 1873, la distinction que fait la loi de 1884.

Ici comme plus haut, quand il s'agissait des maires et des adjoints, il faut décider que les membres de ces différents conseils, ne sauraient être réélus pendant un an à des assemblées de même espèce que celle dont ils ont été rayés, fût-ce même dans d'autres circonscriptions.

Mais, malgré tout, le citoyen démissionnaire d'office,

n'en reste pas moins éligible dans la même circonscription aux conseils d'une espèce différente. C'est ainsi qu'un conseiller d'arrondissement frappé de la déchéance qu'on vient d'indiquer, peut toujours être élu membre d'un conseil général ou municipal.

On vient de voir toute une série de cas d'inéligibilité. Et tous, on l'a remarqué, sont indiqués en termes explicites dans une loi.

Cela est en harmonie avec le principe que l'on relève dans l'ouvrage de M. Pierre (1) : « L'inéligibilité d'un candidat ne peut résulter que d'un texte formel de la loi. » L'auteur ajoute comme conséquence de cette doctrine qu'un individu condamné à l'emprisonnement pour port illégal de la légion d'honneur, peut être élu, et que le bureau chargé d'examiner son dossier n'a pas à poser la question d'indignité personnelle, le délit pour lequel la condamnation a été encourue, ne se trouvant pas au nombre des délits énumérés dans l'article 13 du décret organique du 2 février 1852.

Le contrôle de l'éligibilité est confié au juge de l'élection. Et de ce que ce dernier est juge de l'éligibilité, on doit conclure, d'après Hérold (2), qu'il est compétent pour statuer non seulement sur les conditions de l'éligibilité, mais encore sur les cas d'inéligibilité. C'est donc à lui de rechercher si les citoyens élus étaient frappés au moment du vote de quelque incapacité. Mais il ne saurait en rien

(1) Pierre. *Traité de droit politique et parlementaire*.

(2) Hérold. Le droit électoral devant la Cour de cassation.

modifier la situation de l'individu dont l'éligibilité est contestable.

Il n'est pas dans ses attributions de déclarer démissionnaire d'office le membre d'un conseil général ou municipal.

CHAPITRE IV

DES ÉLECTIONS

SECTION PREMIÈRE

Des recours contre les élections.

La Chambre des députés d'une part et le Conseil d'Etat de l'autre, ont la haute main sur tout ce qui a trait à la forme, à l'instruction, à la procédure et au jugement des recours contre les élections.

La matière est réglée par le décret organique du 2 février 1852 (article 5) ; par l'article 7 du décret réglementaire de la même date ; par la loi du 22 juin 1833, articles 50 à 54 ; et par la loi du 5 mai 1855, articles 45 à 48.

Ce qu'il faut faire remarquer, en se basant sur la jurisprudence de la Cour de cassation, c'est que de l'exercice même du droit de recours, il peut naître quelques-uns

de ces délits auxquels nous avons fait une première allusion à propos des radiations d'électeurs.

En protestant, il se peut fort bien que des électeurs aillent au delà de leurs droits et qu'ils commettent des délits de dénonciation calomnieuse, de diffamation, d'outrage ou d'injure.

C'est en ce sens d'ailleurs que la chambre criminelle de la Cour de cassation a rendu sa sentence le 7 août 1868, en rejetant le pourvoi Lanfranchi.

C'est pourtant là un système dont le résultat peut être funeste. Ne peut-il pas, dans certains cas, intimider d'honnêtes électeurs qui devraient étaler aux yeux de l'autorité et du public, l'existence d'un de ces gros scandales qui ne se produisent que trop fréquemment.

Malgré tout on peut penser que, eu égard à l'opinion publique, la Cour de cassation ne permettrait pas que l'on mît, sous prétexte de répression des délits de presse ou de parole, des obstacles véritables à l'exercice d'un droit constitutionnel. On ne doit pas oublier que ces entraves pourraient rendre illusoire toute liberté en matière d'élections.

SECTION II

Des crimes et délits électoraux.

Des infractions de toutes sortes peuvent être commises à l'occasion des élections. Mais, toutes ne peuvent nous

intéresser au même chef. Nous ne nous occuperons ici que des infractions à la loi pénale qui ont le plus particulièrement le caractère de délits électoraux.

Il nous suffira d'étudier pour cela le titre IV du décret organique du 2 février 1852 : des dispositions pénales. On devra aussi commenter les articles 9 à 12 de la loi du 6 juillet 1868 qui traite des réunions publiques.

Les réunions publiques et les élections qu'elles préparent sont tellement connexes qu'il paraîtrait arbitraire de les dissocier.

On trouve dans le décret organique du 2 février 1852, pour l'élection des députés au corps législatif, certaines dispositions pénales. Quant aux lois relatives aux autres élections, elles ne portent trace d'aucune disposition analogue et ne renvoient pas à ce décret. La conséquence qu'il faut en tirer est-elle que ces faits illicites dont parle le décret de 1852, ne sont punis que quand ils se produisent au cours d'élections au corps législatif ?

Doit-on au contraire conclure que les articles 31 à 52 du décret de 1852, sont applicables à toutes les infractions en matière d'élection ? C'est en ce sens que la solution a été donnée par la chambre criminelle de la Cour de cassation.

La Cour de cassation rejetait le 3 novembre 1853 le pourvoi Guadelli ; et elle jugeait que les pénalités du décret organique de 1852 trouvaient leur application en matière d'élections départementales ou municipales. Elle se basait sur l'article 2 du décret du 7 juillet 1852 qui

avait déclaré que « jusqu'à la loi définitive qui doit régler l'organisation départementale et municipale, les élections auraient lieu conformément aux lois existantes (1). » C'est la conciliation entre l'ancienne et la nouvelle solution. Elle satisfait MM. Chauveau et Faustin Hélie (2). La nouvelle jurisprudence est maintenant bien établie.

Infractions et pénalités prévues par la loi électorale.

Les articles 31 à 52 du décret organique de 1852 reproduisent à peu de choses près les articles 98 à 116 de la loi du 15 mars 1849 (3). Cette dernière loi avait, elle-même, implicitement abrogé les articles 109, 110, 111, 112 et 113 du Code pénal. On peut donc considérer ces articles comme inexistantes et il n'est plus besoin de les commenter.

Nous n'avons donc à nous occuper que du décret de 1852. Il faut examiner d'abord les crimes et ensuite les délits.

I. *Des crimes.*

La loi s'occupe de quatre crimes spéciaux à la matière électorale. Leurs définitions se trouvent dans les articles

(1) *Bulletin criminel*, 1853, n° 329.

(2) *Théorie du Code pénal*, t. II, n° 425.

(3) Duvergier, *Collection des lois*, année 1852, p. 86 et 87 (note).

43, 44, 46 et 47. L'un est puni des travaux forcés à temps ; les trois autres de la réclusion.

Après qu'il a été question de « l'irruption dans un collège électoral consommée ou tentée avec violence en vue d'empêcher un choix », l'article 43 vient et dit : « Si les coupables étaient porteurs d'armes, ou si le scrutin a été violé, la peine sera la réclusion. »

Puis l'article 44 ajoute : « Elle sera des travaux forcés à temps si le crime a été commis par suite d'un plan concerté pour être exécuté soit dans toute la République, soit dans un ou plusieurs arrondissements. »

Il est bon d'observer qu'en cette matière la simple tentative suffit pour qu'il y ait crime. Il n'en est plus de même pour les crimes suivants : on ne peut les punir que s'ils sont perpétrés.

C'est ainsi qu'aux termes de l'article 46 :

« L'enlèvement de l'urne contenant les suffrages émis et non encore dépouillés sera puni, si cet enlèvement a été effectué en réunion et avec violence, la peine sera la réclusion. »

L'article 47 dit : « La violation du scrutin faite soit par les membres du bureau, soit par les agents de l'autorité préposés à la garde des bulletins non encore dépouillés, sera punie de la réclusion. »

II. *Des délits.*

Si l'on classe les délits d'après la gravité de la peine qui les frappe, on en trouve trois qui sont punis de l'em-

prisonnement d'un à cinq ans et de l'amende de 1000 à 5000 francs. Ils sont mentionnés dans les articles 42, 45 et 46 du décret du 2 février 1852 :

« Toute irruption dans un collège électoral », dit l'article 42, « consommée ou tentée avec violence en vue
« d'empêcher un choix, sera punie d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 1000
« à 5000 francs. »

L'article 45 dispose que : « Les membres d'un collège
« électoral qui, pendant la réunion, se seront rendus coupables d'outrages ou de violences soit envers le bureau,
« soit envers l'un de ses membres, ou qui par voies de
« fait ou menaces, auront retardé ou empêché les opérations électorales, seront punis... si le scrutin a été
« violé, l'emprisonnement sera d'un an à cinq ans et
« l'amende de 1.000 à 5.000 francs. »

L'article 46 dit : « L'enlèvement de l'urne contenant les
« suffrages émis et non encore dépouillés sera puni d'un
« emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende
« de 1.000 à 5.000 francs. »

Parmi les délits électoraux il en est deux qui sont punis d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 500 à 5.000 francs. Ce sont ceux qui sont visés dans les articles 35 et 36.

Article 35. — « Quiconque étant chargé, dans un scrutin, de recevoir, compter ou dépouiller les bulletins
« contenant les suffrages des citoyens, aura soustrait,
« ajouté ou altéré des bulletins ou lu un nom autre que

« celui inscrit, sera puni d'un emprisonnement d'un an
« à cinq ans et d'une amende de 500 à 5.000 francs. »

Article 36. — « La même peine sera appliquée à tout
« individu qui, chargé par un électeur d'écrire son suf-
« frage, aura inscrit sur le bulletin un nom autre que
« celui qui lui était désigné. »

On a pu se demander si l'article 35 est applicable au membre du bureau qui, tout en n'ajoutant pas de bulletins à ceux de l'urne, grossit frauduleusement sur les feuilles de dépouillement le nombre des suffrages qu'un candidat a réellement obtenus.

Il nous semble qu'il n'y a pas à hésiter ; et qu'il faut répondre « oui », nous rangeant ainsi à l'opinion de M. Hérold (1), et de MM. Chauveau et Faustin-Hélie (2). C'est aussi en ce sens que la Cour de cassation a rendu son arrêt du 13 juin 1848 (3).

L'article 38 prévoit un délit qui est puni d'un emprisonnement de six mois à quatre ans et d'une amende de 1.000 à 10.000 francs. Il s'agit du délit de corruption électorale quand elle émane d'un fonctionnaire. C'est à la qualité du délinquant que s'attache ici le taux de la peine. Par fonctionnaire public il faut entendre en ce cas tous les fonctionnaires de l'ordre administratif ou judiciaire depuis le plus élevé jusqu'au plus infime.

(1) Hérold Le droit électoral devant la Cour de cassation n° 349.

(2) Chauveau et Faustin — Hélie. *Théorie du Code pénal*, t. II.
n° 425.

(3) *Bulletin criminel*, 1848, n° 180.

Rentrent dans cette appellation même les simples agents de la force publique et les plus petits employés de l'administration.

Article 33. — « Quiconque aura voté dans une assemblée électorale soit en vertu d'une inscription obtenue dans les deux premiers cas prévus par l'article 31, soit en prenant faussement les noms et qualités d'un électeur inscrit, sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 200 à 2.000 francs. »

Art. 34. — « Sera puni de la même peine tout citoyen qui aura profité d'une inscription multiple pour voter plus d'une fois. » Les deux cas dans lesquels l'obtention de l'inscription entraîne l'application de notre article quand elle aura été suivie de vote, sont ceux où le prévenu, pour se faire inscrire, a pris de faux noms ou de fausses qualités, et celui où il a dissimulé une incapacité légale.

En outre le troisième cas prévu par l'article 31, celui d'une inscription réclamée et obtenue sur plusieurs listes, donne lieu, dans le cas où il est suivi de vote multiple, à l'application de ce même article 34.

Un arrêt de la Cour de Nîmes (1) a refusé avec raison d'appliquer l'article 34 à l'électeur qui vote deux fois avec une seule inscription. La Cour était liée en effet par les termes trop étroits de cet article. Mais cela n'en fait ressortir que davantage cette négligence du législateur.

(1) Dalloz, 1864, t. II, p. 147.

Art. 38. — « Quiconque aura donné, promis ou reçu
« des deniers, effets ou valeurs quelconques, sous la
« condition soit de donner ou de procurer un suffrage,
« soit de s'abstenir de voter, sera puni d'un emprison-
« nement de trois mois à deux ans. et d'une amende de
« 500 à 5.000 francs. Seront punis des mêmes peines
« ceux qui, sous les mêmes conditions, auront fait ou
« accepté l'offre ou la promesse d'emplois publics ou
« privés. Si le coupable est fonctionnaire public, la peine
« sera du double. »

C'est avec rigueur que l'on doit poursuivre la répression du délit de corruption électorale que prévoit cet article. Ce délit n'est-il pas pour l'organisation de notre société politique actuelle un danger permanent. La loi veut qu'une candidature se produise librement. Aussi elle prévoit et punit les moyens d'influence illicites ou coupables. D'ailleurs il n'est pas besoin d'insister sur la portée de cette division de loi. Elle est assez claire et ne saurait échapper à personne.

Si la peine est plus lourde quand le délinquant est un fonctionnaire public c'est que le législateur a voulu donner cette sauvegarde à la moralité publique.

L'article 19 de la loi organique du 2 août 1875, sur l'élection des sénateurs, rendu applicable à l'élection des députés, par l'article 3, paragraphe 4 de la loi du 30 novembre 1875 prévoit et punit la tentative de corruption ; il est ainsi conçu : « Toute tentative de corruption par l'emploi des moyens énoncés dans les

« articles 117 et suivants du Code pénal, pour influencer
« le vote d'un électeur ou le déterminer à s'abstenir de
« voter, sera punie d'un emprisonnement de trois mois
« à deux ans et d'une amende de cinquante francs à
« cinq cents francs ou de l'une de ces deux peines
« seulement. L'article 463 du Code pénal est applicable
« aux peines édictées par le présent article. »

Art. 41. — « Lorsque par attroupements, clameurs, ou
« démonstrations menaçantes, on aura troublé les opé-
« rations d'un collège électoral, porté atteinte à l'exer-
« cice du droit électoral ou à la liberté du vote, les cou-
« pables seront punis d'un emprisonnement de trois mois
« à deux ans et d'une amende de 100 à 2.000 francs. »

L'article 39 punit de deux mois à deux ans d'emprisonnement et d'une amende de 200 à 2.000 francs la violence ou l'intimidation exercées par un fonctionnaire public sur les électeurs. Si c'est par un simple particulier que le même délit est exercé, la peine qu'il entraîne est à peine de moitié.

Art. 40. — « Ceux qui, à l'aide de fausses nouvelles,
« bruits calomnieux ou autres manœuvres frauduleuses
« auront surpris ou détourné les suffrages, déterminé un
« ou plusieurs électeurs à s'abstenir de voter, seront
« punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et
« d'une amende de 100 francs à 2.000 francs. »

Contrairement à ce qu'on a déjà vu, voici un cas où la loi n'aggrave pas la peine quand ce sont des fonction-

naires qui se rendent coupables du délit. On n'en saurait donner de raison.

Art. 45. — « Les membres d'un collège électoral qui, « pendant la réunion, se seront rendus coupables d'ou- « trages ou de violences soit envers le bureau, soit envers « l'un de ses membres, ou qui par voies de fait ou « menaces, auront retardé ou empêché les opérations « électorales, seront punis d'un emprisonnement d'un « mois à un an et d'une amende de 100 à 2.000 francs. » L'article envisage en finissant le cas où le scrutin a été violé; et ainsi qu'on l'a déjà dit il augmente alors la peine.

La Cour de cassation, par un arrêt de sa chambre criminelle datée du 28 juin 1866, a solutionné plusieurs points de détail que soulevait cet article 45 dans son application.

C'est ainsi qu'elle a décidé qu'on pouvait voir les voies de fait visées par la loi dans ce fait que des membres d'un bureau électoral qui, se trouvant en désaccord avec le président de ce bureau sur le sens dans lequel le procès verbal devait être rédigé, avaient enlevé ce procès-verbal et ne l'avaient remis au maire que par suite de l'intervention de la force publique.

Elle a décidé encore que le retard des opérations électorales, prévu par l'article 45, doit s'entendre aussi bien du retard apporté au dépouillement du scrutin que du retard apporté à l'accomplissement du vote lui-même.

Enfin la Cour de cassation a décidé encore que la loi

frappait le bureau aussi bien que les membres du collège électoral (1).

D'après les termes mêmes de la loi, si les faits visés étaient commis par des gens n'ayant pas le droit de vote, ou par des citoyens qui ne seraient pas électeurs dans cette circonscription, l'article 45 ne trouverait pas d'application. C'est le droit commun qui se chargerait de réprimer ces faits qui tombent sous le coup des articles 222 et 228 du Code pénal.

Art. 31. — « Toute personne qui se sera fait inscrire
« sur la liste électorale sous de faux noms ou de fausses
« qualités, ou aura, en se faisant inscrire, dissimulé une
« incapacité prévue par la loi, ou aura réclamé et obtenu
« une inscription sur deux ou plusieurs listes, sera punie
« d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une
« amende de 100 à 1.000 francs. »

Ce que vise cet article c'est le fait de se faire inscrire frauduleusement, soit sur une liste électorale, soit sur deux ou plus encore. Et si après avoir obtenu ces inscriptions on s'en sert pour voter, on est passible des peines édictées par les articles 33 et 34.

L'inscription acquise illégalement est un délit. Si, au contraire, elle a été accordée à tort, sans qu'on l'ait demandée, elle n'en est plus un. Il en est de même d'ailleurs de l'inscription multiple.

Pour ce qui est du vote, il sera un délit toutes les

(1) *Bulletin criminel*, 1866, n° 163.

fois que l'inscription elle-même en aura été un. Et il n'en sera un que dans ce cas-là ; exception faite pour le vote multiple, qui ne saurait jamais être innocent. Aussi doit-on punir ce vote multiple, quand bien même l'inscription multiple n'aurait pas été réclamée par le bénéficiaire.

Bien qu'un vote multiple ne puisse être innocent, on a vu qu'il n'est frappé d'aucune peine quand il se produit avec une seule inscription.

Art. 39. — « Ceux qui, soit par voies de fait, violences
« ou menaces contre un électeur, soit en lui faisant
« craindre de perdre son emploi, ou d'exposer à un
« dommage sa personne, sa famille ou sa fortune,
« l'auront déterminé à s'abstenir de voter ou auront
« influencé un vote, seront punis d'un emprisonne-
« ment d'un mois à un an et d'une amende de 100 à
« 1.000 francs ; la peine sera du double si le coupable est
« fonctionnaire public. »

Il nous semble impossible de passer ici en revue tous les faits dans lesquels la violence et l'intimidation peuvent se manifester. Il y en a réellement trop.

Le délit se présente souvent sous la forme d'une menace adressée par un fonctionnaire élevé à un de ses inférieurs ; quelquefois, c'est la crainte inspirée aux administrés et aux justiciables qui ne votent pas pour le candidat de certains magistrats administratifs ou judiciaires, soit de perdre leur procès ou d'avoir à en subir, soit de se voir retirer ou refuser les permissions de toutes sortes, dont l'administration dispose.

Il faut bien remarquer qu'il y a quand même délit, lorsque la crainte en question provient de personnes autres que des fonctionnaires ou des magistrats.

Sil'on réclamait plus souvent l'application de l'article 39, il faudrait s'attendre à voir disparaître la terreur qu'on a dans les campagnes pour les juges de paix, les maires et les commissaires de police, terreur que ces derniers mettent à profit, souvent, pour asseoir leur influence électorale.

Si ce résultat se produisait, il y aurait pour l'administration un avantage aussi grand que pour les électeurs. Car on en arrivera bien à se rendre compte que ce que l'administration gagne de la sorte, elle le perd en puissance effective.

Article 32. — « Celui qui, déchu du droit de voter, « soit par suite d'une condamnation judiciaire, soit par « suite d'une faillite non suivie de réhabilitation, aura « voté, soit en vertu d'une inscription sur les listes antérieures à sa déchéance, soit en vertu d'une inscription « postérieure, mais opérée sans sa participation, sera « puni d'un emprisonnement de quinze jours à trois mois « et d'une amende de 20 à 500 francs. »

Voilà un délit analogue à ceux que prévoient les articles 31, 33 et 34. Mais il est tout de même d'une importance moindre. Le texte de la disposition délimite assez les conditions de son application.

Article 37 : « L'entrée dans l'assemblée électorale avec « armes apparentes est interdite. En cas d'infraction, le

« contrevenant sera passible d'une amende de 16 à
« 100 francs. La peine sera d'un emprisonnement de
« quinze jours à trois mois et d'une amende de 50 à
« 300 francs, si les armes étaient cachées. »

Ce que prévoit cet article, ce sont des délits contraventionnels. Et si la loi est d'une grande rigueur, c'est dans un intérêt d'ordre public.

On doit même étendre cet article aux agents de la force publique, à moins que le président ne les ait requis d'entrer en armes, et cela en vertu de son droit de police.

Mais cela ne doit jamais devenir un moyen d'intimidation entre les mains du président. Il tomberait alors sous le coup de l'article 39.

Le décret organique déclare dans son article 48 que l'article 463 du Code pénal s'applique à toutes ces infractions.

Donc, dans le cas de circonstances atténuantes, on pourra abaisser ainsi les peines édictées par la loi : On transformera la peine des travaux forcés à temps, en réclusion ou en emprisonnement pour deux ans au minimum, avec ou sans amende de 16 à 500 francs et surveillance de la haute police pendant cinq à dix ans.

On remplacera la peine de la réclusion par celle de l'emprisonnement pour un an au minimum avec ou sans les mêmes peines accessoires que nous venons d'indiquer.

On changera en un emprisonnement moins long, la peine d'un emprisonnement à un an. Mais il y aura un minimum de six jours.

On pourra abaisser jusqu'à seize francs, l'amende portée d'abord à cinq cents francs.

Une amende inférieure à cinq cents francs pourra être portée à un franc. Si enfin le délit est passible à la fois de l'emprisonnement et de l'amende, on pourra n'appliquer qu'une quelconque de ces peines.

L'article 49 dit : « En cas de conviction de plusieurs
« crimes, ou délits prévus par la présente loi et commis
« antérieurement au premier acte de poursuite, la peine
« la plus forte sera seule applicable. »

Les articles 56, 57, et 58 du Code pénal devraient s'appliquer en cas de récidive.

Il faut se rappeler que les condamnations prononcées pour un certain nombre des infractions précédentes, quand la peine est de plus de trois mois d'emprisonnement, entraînent pour l'électeur une incapacité de vote perpétuelle.

Ce sont les infractions prévues par les articles 31, 33, 34, 35, 36, 38, 39, 40, 41, 42, 45 et 46.

L'article 51 contient aussi une autre disposition générale qui s'étend à toutes les condamnations : « La condamnation s'il en est prononcé, ne pourra, en aucun cas, avoir pour effet d'annuler l'élection déclarée valide par les pouvoirs compétents ou dûment définitive par l'absence de toute protestation régulière formée dans les délais voulus par les lois spéciales. »

Ce qu'il faut entendre ici, c'est que s'il y a quelque protestation et si le délit qui a entraîné la condamnation

a pu avoir une influence sur l'élection, on devra annuler cette dernière.

L'article 51 signifie simplement que la condamnation n'entraînera pas forcément l'annulation de l'élection.

De l'exercice de l'action publique et de l'action civile.

Toutes les infractions précédentes peuvent, selon la loi générale, être poursuivies par le ministère public d'office ou sur la dénonciation de toute personne.

Aux termes de cette même loi, les particuliers que lésent ces crimes et délits ont aussi le droit de les déférer aux tribunaux : quand il s'agit des délits c'est par voie de citation directe devant les tribunaux correctionnels, en se constituant ou non parties civiles ; quand il s'agit de crimes ou délits, c'est par voie de réclamation de dommages-intérêts devant les tribunaux civils.

L'action appartient à tout candidat qu'il soit élu ou non. L'électeur l'a-t-il aussi, lui qui n'a qu'un intérêt d'opinion dans l'élection ? Nous nous rangeons à l'avis de M. Hérold (1) qui conclue hardiment à l'affirmative.

L'intérêt de l'électeur et celui du candidat sont de même nature : Ce n'est pour tous les deux qu'un intérêt d'opinion. On doit donc reconnaître les droits de tous, des simples électeurs comme des candidats eux-mêmes.

Quand c'est contre un fonctionnaire qu'on dirige l'action publique ou civile il y a un obstacle.

(1) Hérold. Le droit électoral devant la Cour de cassation.

La constitution de l'an VIII dit dans son article 73 que
« les agents du gouvernement autres que les ministres
« ne peuvent être poursuivis pour les faits relatifs à leurs
« fonctions qu'en vertu d'une décision du Conseil d'Etat. »

Faut-il appliquer cet article quand c'est sur un délit électoral qu'est basée la poursuite ? Cela ne paraît pas très certain. Mais la jurisprudence admet que la garantie constitutionnelle en faveur des fonctionnaires publics doit être admise, même en matière de délits électoraux.

On ne peut traiter ici en détail toutes les questions que fait naître cette disposition, bien que toutes puissent surgir à l'occasion de poursuites en matière de délits électoraux.

De la compétence et de la procédure.

Le décret organique dit dans son article 48 que « les
« crimes prévus par la présente loi seront jugés par la
« cour d'assises, et les délits par les tribunaux correc-
« tionnels... »

Voilà qui abroge l'article 117 de la loi du 15 mars 1849 qui attribuait aux cours d'assises la connaissance des délits comme celle des crimes électoraux.

L'application de l'article 117 de la loi de 1849 avait donné lieu à des décisions de jurisprudence qui n'ont plus d'intérêt à l'heure qu'il est.

Il n'y a pas d'observation spéciale à faire au sujet de la

procédure relative aux crimes et délits électoraux devant les cours d'assises et les tribunaux correctionnels.

Quant à l'action civile qui peut naître de crimes ou délits électoraux, c'est le droit commun qui s'applique. Il en est de même quant à la procédure.

De la prescription.

Il y a une prescription spéciale qui affecte l'action publique ou civile en ce qui touche les crimes et les délits électoraux. C'est l'article 50 du décret organique qui la règle. « L'action publique et l'action civile seront prescrites après trois mois, à partir du jour de la proclamation du résultat de l'élection. »

On a choisi à dessein un délai aussi court pour empêcher que des poursuites tardives ne viennent prolonger l'agitation électorale. Mais il n'y a pas d'illusion à se faire. Le résultat de cette brièveté sera souvent d'empêcher la répression d'un grand nombre d'infractions.

Cette disposition nous vient de l'article 121 de la loi de 1849.

A ce propos nous devons mentionner à nouveau la disposition qui punit le double vote et en général le vote multiple.

Comme quand il y a un double vote, c'est le second qui constitue le délit, il est de toute évidence que la prescription ne peut partir que de ce second vote. Cela a

été jugé par l'arrêt de la Chambre criminelle de la Cour de cassation du 1^{er} juin 1866 (1).

Au cas de votes nombreux, les votes délictueux effectués plus de trois mois avant le dernier vote ne saurait plus être l'objet de poursuites puisqu'il y a eu prescription pour eux.

Quand la prescription de trois mois, réglée par l'article 50, a été interrompue par une poursuite, qui tombe ensuite en péremption, la nouvelle péremption qui commence à courir est-elle encore une prescription de trois mois ou n'est-elle pas, au contraire, la prescription du droit commun, de trois ans contre les délits et de dix ans contre les crimes (articles 637 et 638 du Code d'instruction criminelle).

La question a été rendue fort difficile par une jurisprudence de la Cour de cassation qui, en matière de certains délits spéciaux, tels que délits de chasse, délits forestiers, etc., à l'égard desquels la loi édicte des prescriptions particulières plus courtes que la prescription ordinaire, admet néanmoins que, après interruption de la prescription particulière par des poursuites plus tard réprimées, la nouvelle prescription est celle de droit commun.

Cette jurisprudence très discutable en elle-même a été abandonnée par la Cour de cassation quand il s'est agi des délits électoraux.

(1) Sirey 1867, t. I, p. 92.

Cela paraît pourtant étonnant, étant donné le grand nombre d'arrêts qui l'avait consacrée.

Il a été décidé par l'arrêt du 16 juin 1865 que la nouvelle prescription s'opérait dans une durée de trois mois.

Cet arrêt (1) donnait une raison juste : le désir du législateur de faire juger crimes et délits électoraux dans un court espace de temps ; mais cette raison paraîtrait aussi décisive pour tous les autres délits spéciaux pour lesquels le législateur a établi des prescriptions de courte durée.

On comprendrait mieux cet arrêt si l'on pouvait y voir un revirement de la jurisprudence. Mais avec les motifs qui en ont été donnés il paraît difficile de lui reconnaître ce caractère.

SECTION III

Du juge de l'élection.

En France, le juge de l'élection varie avec l'espèce de l'élection elle-même.

S'il s'agit d'élection aux conseils municipaux ou d'arrondissement, c'est le conseil de préfecture qui est juge et qui statue en premier ressort. L'appel est porté

(1) *Bulletin criminel* 1865, n° 128.

devant le Conseil d'Etat. C'est ce que l'on trouve dans l'article 88 de la loi du 5 avril 1884 et dans les articles 51 et 53 de la loi du 22 juin 1833.

Les conseils généraux s'étaient vu attribuer par la loi du 10 août 1871, le soin de vérifier les pouvoirs de leurs membres. Mais il y eut de tels abus, que la loi du 31 juillet 1875 crut devoir confier dorénavant cette vérification au Conseil d'Etat en premier et dernier ressort.

Quand il s'agit des chambres, le juge est l'assemblée même à laquelle appartient l'élu. C'était déjà la règle de l'article 5 du décret organique du 2 février 1852.

L'article 10 de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 dit en commençant : « Chacune des chambres est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection. »

« Enfin, chaque chambre, dit M. Esmein (1), a, je le crois, le droit de prononcer la déchéance de ses membres, lorsque au cours de leur mandat, ils sont frappés d'une condamnation ou acquièrent une qualité qui les ait rendus inéligibles si elle avait existé au cours de l'élection. »

Pour les condamnations, en effet, qui entraînent la perte du droit électoral et par voie de conséquence de l'éligibilité, la règle se dégage très nettement. Et il en est de même pour les jugements déclaratifs de faillite et pour ceux qui prononcent l'interdiction.

(1) Esmein, *Traité de droit constitutionnel*.

Dans toutes ces hypothèses, les chambres ont le droit de déclarer qu'un de leurs membres est déchu de ses fonctions. Cela découle des principes. Les textes aussi sont nombreux sur ce point. Il y a d'abord l'article 30 de la loi électorale du 13 mars 1849.

L'article précédent de la même loi détermine les condamnations qui empêchent d'être élu représentant du peuple. Et il vise non seulement les condamnations pénales, mais encore les jugements déclaratifs de faillite et ceux qui entraînent une interdiction ou un conseil judiciaire.

L'article 80 vient ajouter ensuite : « Sera déchu de la
« qualité de représentant du peuple, tout membre de
« l'Assemblée nationale qui, pendant la durée de son
« mandat législatif, aura été frappé d'une condamnation
« emportant aux termes de l'article précédent, l'incapa-
« cité d'être élu. La déchéance sera prononcée par l'As-
« semblée nationale sur le vu des pièces justificatives. »

Ce qu'il faut surtout relever dans les distinctions faites par la loi c'est que le juge de l'élection n'appartient jamais à une juridiction civile.

Ni le juge de paix, ni le tribunal civil, ni la Cour d'appel, ni la Cour de cassation ne peuvent être utilement saisis d'une réclamation dans le but de valider ou d'invalidier une élection politique.

Malgré tout on a vu que la compétence de la Cour de cassation et du juge de paix même, s'étend à toutes les contestations qui peuvent s'élever au sujet de la confec-

tion des listes électorales. Cela tient sans doute à ce que le rôle de ces tribunaux en pareil cas consiste à n'examiner que des conditions de capacité se rattachant au droit civil ou encore des questions purement matérielles.

Le rôle du juge de l'élection est bien différent. Ce qu'il doit rechercher lui, en particulier, c'est si la composition de nos assemblées est bien conforme à la volonté du législateur, au point de vue constitutionnel, comme au point de vue administratif.

Le principe qui a fait séparer nettement les tribunaux judiciaires des tribunaux administratifs, exigeait donc que ce soit la juridiction administrative qui ait à connaître entièrement des différends nés d'élections. C'est ce même principe, cependant et pour cette même raison, qui veut qu'on respecte intégralement les droits du juge civil.

Et sur tous les points dont nous venons de parler, c'est le juge civil seul qui doit trancher les questions d'exécution ou d'interprétation de jugements ; qu'ils émanent de la juridiction civile, statuant au civil et au criminel, ou qu'ils soient relatifs à la répression des délits même à l'occasion d'opérations électorales.

Mais le juge de l'élection va-t-il être lié par la décision du juge civil ? Il semble qu'on doive répondre affirmativement. Malgré tout il faut bien s'entendre sur l'étendue de cette affirmation.

Prenons par exemple le cas d'un individu condamné par un tribunal répressif pour avoir commis un délit élec-

toral : Le juge de l'élection doit considérer comme un fait certain que le délit en question a été commis et qu'il l'a été par cet individu ; mais il est libre d'apprécier comme il l'entend, les conséquences de ce fait en matière d'élections. Il peut très bien décider notamment qu'il n'a eu aucune influence sur le scrutin lui-même.

Office du juge de l'élection. — Et maintenant, en supposant que les irrégularités, les erreurs ou les manœuvres alléguées à l'appui d'une réclamation aient été établies ou démenties par l'instruction, comment le juge de l'élection devra-t-il statuer ?

Tout d'abord si les faits incriminés ont été démentis, il ne saurait y avoir de difficulté : le juge n'a qu'à valider les opérations électorales.

Il fait encore de même si les individus qui réclament ne peuvent faire la preuve des faits qu'ils allèguent.

En tout autre circonstance, la solution est beaucoup moins simple.

« Le juge de l'élection, dit M. Laferrière, a pleine compétence pour apprécier la régularité des opérations électorales et pour annuler celles dont la légalité lui semblerait compromise par l'omission de formalités essentielles. »

La première chose que doit se demander le juge quand il se voit dans l'obligation de statuer sur la sincérité du vote, la régularité des opérations et la moralité du scrutin, c'est si les faits allégués — et que nous supposons

établis — ont dépassé les pouvoirs réguliers du fonctionnaire, de l'élu ou de l'électeur.

S'ils les ont réellement dépassés, le juge doit alors rechercher de quelle influence ils ont pu être sur le résultat du scrutin.

En ce qui touche la régularité des opérations, il ne doit faire entrer en ligne de compte parmi les infractions, que celles qui ont été de nature à égarer l'électeur ou à favoriser des fraudes. Il ne doit pas non plus perdre de vue qu'il est souvent fort difficile d'éviter des faits de ce genre et qu'il est dans l'esprit de la loi d'empêcher toute agitation électorale et par conséquent de rendre les invalidations moins fréquentes.

Pour ce qui est de la moralité, au contraire, le juge peut se borner à observer que les faits constatés ont été de nature à altérer la liberté et la sincérité du scrutin. Il n'est pas nécessaire aux yeux du Conseil d'État que ces faits aient eu réellement quelque action sur le résultat de l'élection. Ici, en effet, le moindre soupçon fondé se retourne contre le candidat élu. Et il faut que son titre soit incontestable.

Pour prononcer l'annulation il faudrait que l'altération — si altération il y a — eut été assez grave pour dénaturer les résultats du scrutin. Il faudrait qu'elle fasse remettre en question la nomination des citoyens élus.

On ne peut prononcer d'annulation si l'erreur ou l'irrégularité auxquelles il a été fait allusion, ont été réparées par le bureau responsable.

Il n'est pas non plus d'annulation possible, si les électeurs victimes de la fraude, ont néanmoins voté en toute liberté. Si encore le but ou l'effet de la manœuvre a été de nuire aux citoyens élus ou aux gens de leur parti, ou de servir à des candidats battus, on comprend aisément que le juge de l'élection ne saurait s'appuyer là-dessus pour l'annuler.

Ce n'est qu'en dernier lieu que le juge a à examiner les griefs ayant trait à des fraudes et des manœuvres d'une portée plus générale, notamment à l'inéligibilité.

Si l'examen de ces motifs n'a lieu que postérieurement aux autres, cela tient à ce que les candidats proclamés ou qui auraient dû l'être font partie de l'assemblée et comptent réellement sur ses bancs tant que leur invalidation n'a pas été proclamée d'une façon définitive.

Nature du droit des chambres en matière de vérification des pouvoirs.

Nous avons vu qu'en France les chambres sont elles-mêmes les propres juges des élections de leurs membres.

Une question fort délicate se pose maintenant, c'est de savoir quelle est exactement la nature de ce droit d'examen de la Chambre des députés et du Sénat.

Siègent-ils comme tribunal, siègent-ils comme jury ?

On s'est souvent posé la question ; et jamais la réponse n'a été très définitive.

Cette question a été discutée avec passion, à la Cham-

bre des députés lors des débats qui ont précédé l'invalidation de l'élection Blanqui pour cause d'indignité.

M. La Caze, le rapporteur du 6^e bureau, concluait dans son rapport (1) à l'invalidation ; et disait que la majorité du bureau en émettant cet avis n'obéissait qu'à des considérations exclusivement juridiques ; et que placée en présence d'un texte formel elle ne pouvait hésiter.

M. La Caze ajoutait : « Quelques-uns de nos collègues
« ont exprimé la pensée que la Chambre, seule juge de
« la validité des élections, n'était soumise, dans son
« appréciation souveraine, à aucune règle qui la limitât
« et pouvait, au nom même du pays tout entier dont
« elle est l'organe, relever un candidat de l'incapacité
« qui viciait son élection à sa source, pour lui ouvrir les
« portes du Parlement. »

Et plus loin il disait encore : « Cela aurait été attribuer
« à cette assemblée un rôle qui n'est pas le sien. Le parlement, Messieurs, n'est pas un jury qui puisse chercher la justification d'un fait dans le caractère des événements au milieu desquels il s'est produit, ni l'admission de circonstances atténuantes dans des considérations rétrospectives ou dans l'entraînement d'une générosité si naturelle au caractère de notre pays.

« C'est un tribunal gardien inflexible de la loi qu'il a mission d'appliquer. La personnalité du candidat n'est pas ici plus en cause que ne le sont les mobiles qui

(1) *Journal Officiel*, du 30 mai 1879, p. 471.

« ont déterminé les électeurs, et l'incapacité qui le frappe
« n'est pas d'un autre ordre que celle qui résulterait des
« conditions d'âge ou de nationalité qu'il n'aurait pas
« remplies. Ce sont là au même titre des garanties d'ordre
« public et de sage limitation que le législateur n'a pu
« imposer au suffrage universel qu'en se les imposant
« à lui-même. »

Quelques jours après, le 3 juin, toujours à propos de l'élection Blanqui, M. Clémenceau montait à la tribune et venait soutenir devant la Chambre des députés une conception toute différente de la nature du droit qu'a le Parlement en matière d'invalidation. Et voici en quels termes il le faisait (1) :

« L'article 10 de la loi du 16 juillet 1875, est ainsi
« conçu : « chacune des Chambres est juge de l'éligibi-
« lité de ses membres et de la légalité de leur élection.
« Si je consulte sur l'interprétation de ce texte, le traité
« pratique de droit parlementaire qui est dans vos mains
« à tous, dont l'auteur est M. Poudra (2), j'y trouve les
« observations suivantes :

« L'article 62 de la loi organique du 19 avril 1831,
« stipula que la Chambre serait seule juge des conditions
« d'éligibilité, vous entendez bien ! Ce principe n'a plus
« souffert aucune atteinte. Il n'y a plus que des variantes
« dans les rédactions adoptées par le législateur.

« L'article 68 de la loi du 15 mars 1849, porte : Les

(1) *Journal Officiel*, du 4 juin 1879, page 4.618.

(2) *Traité pratique de droit parlementaire*.

« opérations électorales sont vérifiées par l'assemblée
« nationale ; elle est seule juge de leur validité.

« La même disposition est textuellement reproduite
« dans l'article 5 du décret organique du 2 février 1852.

« Le texte actuellement en vigueur est plus étendu —
« plus étendu — que ceux de 1849 et de 1852.

« Il résulte donc de l'interprétation de l'honorable
« secrétaire général de la présidence (1) dont vous ne
« contesterez pas l'autorité dans ces matières, que le texte
« de loi qui détermine notre juridiction est plus étendu
« que celui des assemblées précédentes, et que nous pro-
« nonçons non seulement sur l'éligibilité, mais encore
« sur les conditions de l'éligibilité.

« Je sais bien que quand j'oppose ce texte de loi au
« texte de loi qui frappe M. Blanqui d'inéligibilité, on
« me dit que la Chambre juge de l'éligibilité de ses
« membres comme ferait un tribunal, c'est-à-dire à con-
« dition d'appliquer la loi.

« La Chambre est juge, il est vrai, juge suprême, dit-
« on. Il n'y a pas de recours contre elle. Elle a donc en
« fait le pouvoir de violer la loi. Elle a ce pouvoir comme
« pourrait faire la Cour de cassation s'il lui prenait la
« fantaisie de valider la signature d'un mineur ; mais elle
« ne doit pas le faire.

« Voilà l'argument qui m'est opposé. Et on ajoute à
« cela une très belle théorie sur la distinction entre le

(1) Poudra, *op. cit.*

« jury et le tribunal, et sur la question de savoir si nous
« siégeons comme jury ou comme tribunal.

« Messieurs, il y aurait beaucoup à dire là-dessus.
« Avons-nous statué comme jury ou comme tribunal
« quand nous avons invalidé les candidatures officielles?
« Il me semble qu'il me serait très facile de vous démon-
« trer que nous n'avons pas jugé comme tribunal. Mais
« je ne discute pas ce point, je me place sur le terrain
« des faits, et je dis : la Chambre n'est ni un jury, ni un
« tribunal : nous sommes la Chambre des députés, c'est-
« à-dire un corps politique statuant sur un acte poli-
« tique.

« Je prétends démontrer que la Chambre, en matière
« d'éligibilité — et sur ce point seulement, vous enten-
« dez bien — jouit d'un pouvoir souverain, que ce pou-
« voir discrétionnaire est la seule garantie que nous
« ayons de l'intégrité du suffrage universel. Car voyez la
« situation : une Chambre peut apporter en fait, — je ne
« dis pas en droit — telles restrictions qu'il lui plaît au
« libre choix des électeurs ; elle peut décider que telle
« ou telle catégorie de personnes ne seront pas eligi-
« bles...

« Je dis qu'en fait les Chambres ont toujours exercé
« ce droit, ou plutôt ce pouvoir, dans la mesure qui leur
« a paru convenable. Et du moment où il est impossible,
« — personne ne viendra me contredire sur ce point à
« la tribune, — du moment où il est impossible de nier
« que les Chambres ont exercé en fait un pouvoir arbi-

« traire de limitation sur le choix du suffrage universel,
« il faut bien reconnaître qu'elles pourraient abuser de
« ce pouvoir jusqu'au point même de le supprimer. C'est
« ce qui fait que la seule garantie du suffrage universel
« contre l'abus des catégories d'inéligibilité consiste pré-
« cisément dans le pouvoir également discrétionnaire et
« souverain qu'ont les Chambres de se prononcer sou-
« verainement, et suivant chaque espèce, sur chacun des
« cas d'inéligibilité établis par les assemblées qui les ont
« précédées.

« C'est pourquoi les Chambres ont toujours voté le
« fond dans toutes ces questions d'éligibilité, et c'est ce
« que vous allez faire, car vous ne relevez en ces matiè-
« res que de votre propre règle.

« Si vous le niez, vous êtes obligés de déclarer que,
« ayant à vous prononcer, à propos de vérification d'élec-
« tions, sur des cas d'inéligibilité attentatoires au principe
« même du suffrage universel, qui auraient été édictées
« par une Chambre précédente, vous vous inclinerez
« respectueusement devant un acte qui serait la claire
« violation des droits les plus sacrés de vos commettants.

« Voilà, Messieurs, les deux thèses ; ce sont deux thè-
« ses, je le reconnais.

« La seconde a déjà sur la première un avantage consi-
« dérable, c'est qu'elle constitue la seule garantie sérieuse
« que nous possédions de l'intégrité du suffrage uni-
« versel. »

La Chambre des députés ne devait pourtant pas ce jour-

là donner raison à la thèse soutenue par M. Clemenceau.

Elle devait suivre au contraire le rapporteur, M. Lacaze. Et elle considérait que le rôle du Parlement en matière de vérification des pouvoirs, ne pouvait être que celui d'un tribunal.

Qu'il nous soit permis de nous ranger à notre tour à cette opinion. Car il paraît difficile d'admettre, quelque séduisante que soit la thèse opposée, que les Chambres puissent s'affranchir en quelque matière que ce soit, des lois que le pays s'est librement données.

Si au lieu de deux assemblées, la France n'en avait eu qu'une seule, la situation aurait été tout autre. Bien différente, serait en ce cas la nature des droits de ce parlement unique.

Qu'est-ce qui pourrait, en effet, empêcher une telle assemblée d'aller un jour à l'encontre de son vote de la veille? Rien assurément. Car étant toujours la représentation totale du pays, sa seconde décision serait toutaussi constitutionnelle que la première.

APPENDICE

On a donc vu que dans tous les partis il y a eu des gens pour admettre que le droit de vote ne pouvait s'accorder aux individus privés de leurs droits civils et politiques, par suite de condamnations à des peines afflictives et infamantes.

M. Jules Guesde, lui-même, n'a-t-il pas présenté avec quelques-uns de ses collègues, une proposition de loi dans laquelle le cas d'indignité ou d'incapacité électorale était maintenu. L'article premier proposait de délivrer à chaque citoyen, ayant accompli sa vingt et unième année, un carnet civique, à la condition qu'il ne se trouvât dans aucun des cas d'incapacité prévus par la loi. L'article 3 prévoyait que ce carnet pourrait être retiré à titre définitif ou provisoire, à la suite de condamnations entraînant soit la perte, soit la suspension des droits civils et politiques.

Mais on a proposé aussi au nom de la liberté de penser, d'abolir toute déchéance électorale à la suite de con-

damnations pour outrages à la morale publique et religieuse.

Cette immunité est combattue par ceux qui accordent à la loi le droit de prévenir la propagande de certaines opinions. La question est donc subordonnée à celle de savoir s'il existe non pas des délits d'opinion, mais des délits résultant du danger attaché par présomption de la loi pénale à la propagande d'une opinion.

D'autres auteurs ont pensé en revanche à étendre le domaine de l'indignité en matière électorale. M. Paul Laffitte émettait, il y a quelques années, dans un de ses ouvrages (1), l'idée de frapper de cette incapacité les électeurs qui se seraient abstenus de prendre part au vote pendant un certain nombre de fois.

Ici l'indignité découlerait de l'inaccomplissement d'un devoir civique.

Voici d'ailleurs en quels termes il présente son idée :
« On donne un droit à l'électeur et on lui impose un
« devoir : s'il se refuse à remplir le devoir, il ne doit pas
« s'étonner qu'on lui retire le droit. L'abstention est un
« mal croissant : il est temps d'y mettre un terme. »

L'auteur ajoute que le suffrage universel n'est plus le suffrage universel si le quart ou le tiers des électeurs peuvent impunément s'abstenir. Mais comment contraindre l'électeur à voter. S'il s'y refuse, faudra-t-il donc le condamner à l'amende et le traîner en prison ? — Non,

(1) Paul Laffitte. *Le suffrage universel et le régime parlementaire*.

certes ; ni prison, ni amende. Il faudrait donner un avertissement à celui qui n'a pas rempli son devoir, deux, trois avertissements ; et ensuite le priver de ses droits politiques. Il a dédaigné d'être électeur ; il ne le sera plus ; de quoi se plaindrait-il ? Celui qui, par trois fois, sans excuse valable, se sera détourné de l'urne électorale aura suffisamment montré son parti pris de rester étranger à la chose publique : Le jugement qui effacera son nom des listes électorales, ne fera que constater légalement une indifférence par lui-même avouée.

Et voici enfin un article que M. Paul Laffitte voudrait voir insérer dans la loi : « Tout citoyen inscrit sur les
« listes électorales politiques qui, sans excuse valable, se
« sera abstenu de voter, sera cité devant le juge de paix :
« celui-ci pourra décider l'inscription du nom de l'électeur
« sur un tableau placé à la porte de la mairie. Après trois
« inscriptions, le juge de paix prononcera la radiation
« sur les listes électorales politiques. Il pourra toujours
« être interjeté appel de ces divers jugements par les voies
« ordinaires de droit. »

Bien longtemps auparavant John Stuart Mill (1) aurait déjà voulu voir étendre les incapacités électorales. Et les raisons qu'il en donnait alors, se rapprochent de celles qui devaient décider M. Paul Laffitte.

C'est en ces termes qu'il abordait la question :

« Le fait d'être dans un cas de banqueroute plus ou

(1) Stuart Mill. *Le Gouvernement représentatif*.

« moins caractérisé, ou de s'être prévalu de la loi sur
« ceux qui ne payent pas (insolvent act) excluerait du
« suffrage, jusqu'à ce que la personne ait payé ses dettes,
« ou du moins ait prouvé que depuis longtemps elle ne
« vit pas des aumônes publiques. Le non-paiement de
« l'impôt, quand on y aurait persisté trop longtemps
« pour que ce ne fût pas une inadvertance, serait tant
« que la chose durerait, une cause d'incapacité.

« Ce système d'exclusion n'est pas permanent de sa
« nature, il exige des conditions que tous sont capables
« ou devraient être capables de remplir, s'ils le vou-
« laient.

« Il laisse le suffrage accessible à tous ceux qui sont
« dans la condition normale d'un être humain : et si
« quelqu'un doit s'en passer, c'est qu'il ne s'en soucie
« pas assez pour faire, à cause du suffrage, ce qu'il est
« déjà obligé de faire, ou bien c'est qu'il est dans une
« condition générale de dépression et de dégradation.
« Quand un homme en est là, le droit politique est peu
« de chose pour lui, un avantage qu'il ne sent pas. »

On se souvient aussi de l'amendement que fit voter l'orateur socialiste Pierre Leroux (1) au moment de la discussion de la loi électorale de 1849 devant l'assemblée nationale.

Sur la notion de Pierre Leroux, on étendait l'incapacité en matière d'élection et d'éligibilité aux citoyens condamnés pour adultère.

(1) *Moniteur universel*, du 22 février 1849.

Cette mesure adoptée par la loi du 15 mars 1849, ne devait avoir qu'une existence éphémère. Elle fut rapportée peu après.

L'auteur d'ailleurs n'en dut concevoir aucun dépit. On sait qu'il était opposé à toute mesure d'exclusion en matière électorale pour cause d'indignité. Son amendement n'avait été qu'une revanche paradoxale qu'il avait cherché à prendre sur ses adversaires politiques qui maintenaient des incapacités à la suite de certaines condamnations. Mais au fond ce qu'aurait voulu Pierre Leroux, c'est les faire effacer toutes. N'avait-il pas affirmé à la tribune, en proposant son amendement contre les condamnés pour adultère, que le peuple avait le droit d'élire « même un voleur s'il le croyait digne de le représenter » (1).

Cette idée d'ailleurs d'effacer toute incapacité en matière électorale pour condamnations devait être reprise de nos jours.

Il y a quelques années on a vu une proposition de loi émanant du député M. Vaillant et de quelques autres de ses collègues demander l'abrogation des articles 15, 16, 27 et 28 du décret organique du 2 février 1852.

Comme on le sait, les deux premiers de ces articles énumèrent tous les crimes et délits entraînant l'incapacité électorale. L'article 27 prive du droit d'éligibilité tous les citoyens atteints par les articles 15 et 16 : enfin l'ar-

(1) Séance de l'Assemblée nationale, du 21 février 1849. *Moniteur universel*, p. 600.

ticle 28 frappe de déchéance immédiate tout détenteur d'un mandat électif tombant sous le coup de l'une de ces mêmes dispositions.

M. Morlot, le rapporteur de la Commission d'initiative saisie de la proposition, dit dans son rapport (1) que contrairement à l'avis des auteurs, il serait excessif de restituer indistinctement la capacité électorale à tous les condamnés visés par les articles 15 et 16 du décret de 1852 et de leur rendre en outre, sans aucune réserve, le droit d'éligibilité en laissant au corps électoral le soin d'apprécier directement lui-même les cas d'indignité.

Il ajoute que la Commission a cependant reconnu qu'il y aurait lieu de reviser la liste des cas d'incapacité contenue dans le décret organique du 2 février 1852. « Cette liste, dit le rapport, « peut en effet aux mains d'un cabi-
« net de combat constituer une arme dangereuse pour les
« amis de la liberté et tout au moins ouvrir le champ à
« des abus qu'il importe de prévenir. »

Il continue en disant qu'une législation plus libérale devrait remplacer le décret du 2 février 1852 et qu'il serait sage de protéger les citoyens aussi bien contre le zèle administratif que contre les suites disproportionnées d'infractions sans importance.

M. Morlot considère que d'une façon générale il n'y a pas à changer la législation actuelle, pour tout ce qui touche aux crimes et à la grande majorité des délits de droit commun.

(1) *Journal officiel*, 1897. Annexes 2, p. 338.

Mais la Commission pense qu'il y a une transformation à faire subir au régime actuel, c'est de préciser pour chaque cas particulier les devoirs des tribunaux sur ce point et en ne laissant jamais à leur appréciation le droit de créer une incapacité électorale, comme cela peut se produire encore aujourd'hui par une combinaison des articles 42 et 43 du Code pénal.

M. Morlot disait encore dans son exposé des motifs qu'il était raisonnable de faire disparaître les effets électoraux des condamnations ayant un caractère politique ; et qu'il paraissait urgent de formuler le texte avec précision pour faire cesser les incertitudes de la jurisprudence en ce qui concerne la loi du sursis et les effets de la liquidation judiciaire.

Tels ont été les reproches adressés à notre droit électoral ; et telles ont été les tentatives faites pour l'améliorer. Mais force est bien de reconnaître qu'il n'y a eu là que des tentatives infructueuses ; car les articles 15, 16, 27 et 28 du décret de 1832 sont toujours debout ; et ils régissent encore la matière en France.

Vu : Le Doyen,

Vu : Le Président de la Thèse,

Ch LYON-CAEN.

F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

ANNEXES

Projets et propositions de lois.

Projet de loi électorale de M. Dufaure, garde des sceaux, du 20 mai 1873.

Il est devenu la loi du 30 novembre 1875 (1). — Loi organique sur l'élection des députés. Cette loi maintient en vigueur les articles, 15, 16, 27 et 28 du décret organique du 2 février 1852.

Projet de loi de M. Dufaure (2), garde des sceaux, du 18 mai 1875, relatif à l'élection des Sénateurs.

Article 23. — « Sont applicables à l'élection du Sénat toutes les dispositions de la loi électorale qui ne sont pas contraire aux dispositions de la présente loi. »

Cet article est devenu l'article 27 de la loi du 2 août 1875 (3) :
« sont applicables à l'élection du Sénat toutes les dispositions de la loi électorale relatives :

1^o Aux cas d'indignité ou d'incapacité ;

2^o Aux délits, poursuites et pénalités ;

3^o Aux formalités de l'élection, en tout ce qui ne serait pas contraire aux dispositions de la présente loi. »

(1) Duvergier, *collection des lois et décrets*, t. LXV, p. 533.

(2) *Journal officiel*, du 19 mai 1875, p. 3520.

(3) Duvergier, *collection des lois et décrets*, t. LXV, p. 348.

Proposition de loi de M. Millerand, du 17 mai 1888, portant modification à la législation des faillites

Elle est devenue la loi du 4 mars 1889

Article 21. « A partir du jugement d'ouverture de la liquidation judiciaire, le débiteur ne peut être nommé à aucune fonction élective ; s'il exerce une fonction de cette nature, il est réputé démissionnaire »

Article 25, paragraphe 1^{er}. — « Le commerçant en état de cessation de paiements dont la faillite n'aura pas été déclarée, ou dont le jugement déclaratif de faillite ne sera pas devenu définitif à la date de la promulgation de la présente loi, pourra obtenir le bénéfice de la liquidation judiciaire. Cette faculté s'exercera devant la juridiction saisie. La requête devra, dans tous les cas, être présentée dans la quinzaine de la promulgation.

Paragraphe 3. — Le jugement qui homologuera le concordat obtenu par le débiteur dont la faillite aura été déclarée antérieurement à la promulgation de la présente loi, ou qui déclarera celui-ci excusable, pourra décider que le failli ne sera soumis qu'aux incapacités édictées par l'article 21 contre les débiteurs admis à la liquidation judiciaire. »

Proposition de loi du 23 janvier 1896 (1), tendant à abroger les articles 15, 16, 27 et 28 du décret organique du 2 février 1852 (Droits politiques), présentée par MM. *Edouard Vaillant*, Baudin, Chauvière, Walter, Bonnard, Paschal Grousset, Millerand, Jaurès, René Viviani, Sembat, Gérault-Richard, Rouanet, Jules Guesde, Calvinhac, Groussier, Coutant, Clovis Hugues, Prudent-Dervillers, Carnaud, Dejeante, Chauvin, Goussot, Pierre Richard, Turigny, Defontaine, Faberot, Toussaint, Goujat, Argeliès, Pierre Vaux, Franconie, Couturier, Labussière, députés.

Article unique. — « Les articles 15, 16, 27 et 28 du décret organique du 2 février 1852 sont abrogés par la présente loi. »

Cette proposition de loi a été repoussée.

(1) *Journal officiel*, 1896, annexes n° 1748.

BIBLIOGRAPHIE

- E. PIERRE. — Traité de droit politique électoral et parlementaire.
CÉNAC. — La liste électorale.
GREFFIER. — Le code électoral. De la formation et de la revision de la liste électorale.
ESMEIN. — Eléments de droit constitutionnel français et comparé. 2^e édition 1899.
ESMEIN. — Histoire du droit.
ROSSI. — Cours de droit constitutionnel.
GERLIN DE GUER. — Manuel électoral.
RENDU. — Code électoral.
POUDRA ET PIERRE. — Traité pratique du droit parlementaire.
MORGAND. — La loi municipale.
DUCROCQ. — Etude sur la loi municipale du 5 avril 1884.
HÉROLD. — Le droit électoral devant la Cour de cassation.
F. A. HÉLIE. — Les constitutions de la France.
BOUTMY. — Etudes de droit constitutionnel.
LEFEBVRE. — Etude sur les lois constitutionnelles de 1875.
H. LASSERRE. — De la réforme du suffrage universel.
PAIXHANS. — La souveraineté du nombre et le gouvernement libre.
NAVILLE. — La question électorale en France.
NAVILLE. — La question électorale en Europe et en Amérique.

- MONTESQUIEU. — De l'esprit des lois.
- STUART-MILL. — Le gouvernement représentatif. Traduction de Dupont White. Edition Guillaumain.
- GARRAUD. — Traité théorique et pratique du droit pénal français.
- Ch. BENOIST. — De l'organisation du suffrage universel.
- WEIL. — Les élections législatives depuis 1789.
- JULES FERRY. — La lutte électorale en 1863.
- CHAUVEAU ET FAUSTIN HÉLIE. — Théorie du Code pénal.
- PAUL LAFFITTE. — Le suffrage universel.
- PAUL LAFFITTE. — Le paradoxe de l'égalité.
- PAUL LAFFITTE. — Lettres d'un parlementaire.
- TAINÉ. — Du suffrage universel et de la manière de voter.
- BLOCK. — Dictionnaire de la politique.
- JEAN-J. ROUSSEAU. — Le contrat social.
- PANDECTES. — Elections.
- DUVERGIER. — Collection des lois et décrets.
- DALLOZ. — Recueil de Jurisprudence.
- SIREY. — Collection des lois.
- CONDORCET. — Rapport de la constitution Girondine.
- MIRABEAU. — Discours.
- Bulletin Criminel.*

Documents législatifs.

- Assemblée constituante, séance du 4 septembre 1789.
- Séance de l'assemblée nationale du 21 février 1849.
- Rapport de M. Baragnon, séance de l'assemblée nationale du 14 juin 1873.
- Rapport de M. Morlot, Chambre des députés. *Journal officiel*, 1897.
- Discours de M. Clémenceau, séance de la Chambre des députés, du 3 juin 1879.
- Rapport de M. La Caze, *Journal officiel* du 30 mai 1879.
- Le Journal officiel.*
- Le Moniteur universel.*

TABLES DES MATIÈRES

	Pages
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE	
§ 1. — <i>Nature du droit électoral</i>	1
<i>A)</i> Si le vote est une fonction.....	2
<i>B)</i> Si le vote est un droit.....	3
§ 2. — <i>De l'indignité</i>	5
<i>A)</i> L'indignité et les différents droits.....	5
<i>B)</i> L'indignité et le droit électoral.....	6
§ 3. — <i>Les idées émises sur la question</i>	7
<i>A)</i> Auteurs qui refusent toute exclusion, même pour indi- gnité.....	7
1 ^o Implicitement : J.-J. Rousseau. Pétion. Boissy d'Anglas. Condorcet.	
2 ^o Explicitement : Pierre Leroux.....	9
Laroche-Joubert. Clemenceau.	
<i>B)</i> Auteurs qui admettent l'exclusion pour indignité.....	11
Montesquieu. Esmein. Jules Guesde.	

CHAPITRE PREMIER

Historique.

SECTION PREMIÈRE.

L'ancien droit.....	43
L'ordonnance de mars 1673.....	43
La déclaration royale du 11 juin 1716.....	45
Le règlement du 24 janvier 1789.....	45

SECTION II.

Le droit intermédiaire.....	45
La déclaration des droits de l'homme.....	46
Le décret du 22 décembre 1789.....	46
La constitution de 1791.....	48
La constitution de 1793.....	48
La constitution de l'an III.....	48
La constitution de l'an VIII.....	20
La charte constitutionnelle du 4 juin 1814.....	20

SECTION III.

La législation de 1848.....	20
Le décret du 5 mars 1848.....	20
La constitution du 4 novembre 1848.....	21
La loi organique du 13 mars 1849.....	21
La séance du 21 février 1849.....	23
La loi du 31 mai 1850.....	25
La constitution du 14 janvier 1852.....	30

SECTION IV.

La législation actuelle.....	30
Les décrets réglementaire et organique du 2 février 1852.....	30

CHAPITRE II

De l'incapacité électorale.

SECTION PREMIÈRE.

§ 1. — Incapacités directes résultant de condamnations judiciaires.....	33
---	----

I. — <i>Incapacités perpétuelles</i>	33
A) Des condamnations pour crimes.....	34
B) Des condamnations pour délits.....	34
1 ^o Quelle que soit la peine.....	35
2 ^o a) portant emprisonnement.....	37
b) portant emprisonnement de trois mois.....	41
c) portant emprisonnement de plus de trois mois.....	42
C) Des condamnations pour faits délictueux militaires.....	44
D) Actes assimilés à des condamnations judiciaires.....	44
II. — <i>Incapacités temporaires</i>	47
A) Incapacités de durée variable devant être prononcée par le jugement.....	47
1 ^o Délits contre la chose publique.....	47
2 ^o Délits contre les particuliers.....	50
B) Incapacité de cinq ans résultant de plein droit de la condamnation.....	51
III. — Critiques méritées par les classifications de la loi...	55
IV. — De l'effet des condamnations étrangères.....	56
A) Sur un français.....	56
B) Sur un étranger.....	57
De l'effet des condamnations françaises sur un étranger....	57
§ 2. — Des incapacités indirectes, résultant d'un état juridique particulier.....	58
Les faillis.....	58
§ 3. — Preuves des incapacités.....	63
§ 4. — Comment les incapacités prennent fin.....	65
I. — La grâce et la prescription.....	65
II. — L'amnistie et la réhabilitation.....	65
§ 5. — De la suspension du droit électoral.....	66
§ 6. — De la rétroactivité de la loi électorale.....	69
SECTION II.	
De la formation de la liste électorale et la radiation pour indignité.....	69

I. — Radiations d'office.....	70
II. — Demandes de radiation formées par des tiers....	70
A) De la demande de radiation et du délit de diffamation...	73
B) Effets des demandes formées par les tiers.....	76
C) De la chose jugée.....	77
SECTION III.	
Des suites judiciaires de la réclamation.....	80
§ 1. — De la commission municipale.....	80
§ 2. — L'appel devant le juge de paix.....	81
§ 3. — Du pourvoi en cassation.....	83
§ 4. — De la clôture de la liste électorale.....	84

CHAPITRE III

De l'inéligibilité.

§ 1. — De l'inéligibilité proprement dite.....	87
L'inéligibilité conséquence de l'incapacité électorale.....	88
Des cas où l'éligibilité se perd bien que le droit d'élire subsiste.....	88
§ 2. — De la déchéance.....	90
Procédure suivie par les Chambres en matière de déchéance.	91
§ 3. — Des conditions de l'éligibilité.....	94
a) Inéligibilités spéciales.....	94
b) Inéligibilités absolues.....	94
c) Inéligibilités relatives.....	95
§ 4. — Du juge de l'éligibilité.....	99

CHAPITRE IV

Des élections.

SECTION PREMIÈRE.	
Des recours contre les élections.....	101
SECTION II.	
Des crimes et délits électoraux.....	102

TABLE DES MATIÈRES

151

§ 1. — Le titre IV du décret organique du 2 février 1852.....	103
Infractions et pénalités prévues par la loi électorale.....	104
I. — Des crimes.. ..	104
II. — Des délits.....	105
§ 2. — De l'exercice de l'action publique et de l'action civile..	117
§ 3. — De la compétence et de la procédure.....	118
§ 4. — De la prescription.....	119
SECTION III.	
Du juge de l'élection.....	121
§ 1. — Le juge et les différentes espèces d'élections.....	121
A) Elections locales.....	121
B) Conseils généraux.....	122
C) Les chambres.....	122
§ 2. — Sa compétence sur les cas d'inéligibilité.....	124
§ 3. — Office du juge de l'élection.. ..	125
§ 4. — Nature du droit des Chambres en matière de vérification des pouvoirs.....	127
Siègent-elles comme jury ou comme tribunal.....	127
Débats au sujet de l'invalidation Blanqui, 1879.....	129
Les deux thèses de MM. La Caze et Clémenceau.....	129
APPENDICE.	
Des tentatives de réforme de notre droit électoral et des initiatives parlementaires sur la matière.....	135
§ 1. — La proposition de loi de M. Jules Guesde.....	135
§ 2. — Nouvelle cause d'indignité proposée par M. Paul Laf- fitte	136
§ 3. — Les idées de Stuart Mill... ..	137
§ 4. — L'amendement de Pierre Leroux à l'Assemblée natio- nale, 1849.....	138
§ 5. — La proposition de loi de M. Vaillant, 1897.....	139
Le rapport de M. Morlot sur la proposition Vaillant...	140
CONCLUSION.....	141
ANNEXES.	
Projets et propositions de lois.....	143

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

	Pages
A	
Absolue (inéligibilité absolue).....	94
Acte, acte assimilé à une condamnation judiciaire	44
— acte du 2 décembre 1851.....	30
Action civile.....	117
Action publique.....	117
Actuelle, législation actuelle.....	30
Amendement, Pierre Leroux.....	23
Amnistie.....	65
Ancien droit	13
Appel devant le juge de paix.....	81
Assemblée constituante.....	15
— nationale.....	23
Auteurs qui refusent toute exclusion, même pour indignité....	7
— qui admettent l'exclusion pour indignité.....	11
B	
Bibliographie.....	145
Blanqui.....	129
Boissy d'Anglas.....	8
C	
Cause d'indignité nouvelle proposée par M. Paul Laffitte.....	136
Cessation des incapacités	65

Circulaire ministérielle du 23 septembre 1875.....	64
Chambres. Elections des Chambres.	122
— Droit des Chambres en matière de vérification des pouvoirs.....	127
Charte constitutionnelle du 7 juin 1814.....	20
Chose jugée.....	77
Clémenceau.....	10
Clôture de la liste électorale.....	84
Commission municipale.....	80
Compétence en matière de crimes et délits électoraux.....	118
Compétence du juge de l'élection sur les cas d'inéligibilité.....	124
Condamnation pour crimes.....	33
— pour délits.....	44
— pour faits délictueux militaires.....	44
— actes assimilés à des condamnations.....	44
Conditions de l'éligibilité.....	94
Condorcet.....	9
Conseils généraux.....	122
Constitution de 1791.....	18
Constitution de 1793.....	18
Constitution de l'an III.....	18
Constitution de l'an VIII.....	20
Constitution du 4 novembre 1848.....	21
Constitution du 14 janvier 1852.....	30
Crimes électoraux.....	102
Critique des classifications d'incapacités..	55

D

Débats au sujet de l'invalidation Blanqui.....	129
Déchéance.....	90
Déclaration royale du 11 juin 1716.....	15
Déclaration des Droits de l'Homme.....	16
Décret du 22 décembre 1789.....	16
Décret du 5 mars 1848.....	20
Décret organique du 2 février 1852.....	30
Décret réglementaire du 2 février 1852.....	66
Délits contre la chose publique.....	47

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

155

Délits contre les particuliers	50
Délits électoraux.....	102
Demandes de radiations formées par des tiers.....	70
De la demande de radiation et du délit de diffamation.....	73
Droit ancien	13
Droit intermédiaire....	15

E

Effets des condamnations étrangères	56
Effets des condamnations françaises	57
Effets des demandes de radiation formées par les tiers.....	76
Elections	101
Eligibilité.	87
Esmein.....	11
Exercice de l'action publique et de l'action civile.....	117

F

Faillis	58
Fin des incapacités.....	65

G

Grâce.....	65
J. Guesde.....	11

H

Historique.....	13
-----------------	----

I

Idées émises en matière d'indignité et d'élections	7
Idées de réforme de notre droit électoral.....	135
Idées de Stuart Mill.....	137
Incapacité électorale....	31
Incapacités directes.....	33
Incapacités indirectes	58
Incapacités perpétuelles	34

Incapacités temporaires	47
Indignité.....	5
L'indignité et les différents droits.....	5
L'indignité et le droit électoral.....	6
Inéligibilité	87
Infractions et pénalités prévues par la loi électorale.....	104
Initiatives parlementaires en matière de droit électoral... ..	135
Invalidation Blanqui	129

J

Juge de l'élection.....	121
Juge de l'éligibilité.....	99
Jury.....	127

L

P. Laffitte et son idée d'une nouvelle cause d'indignité.....	136
Laroche-Joubert.....	10
Législation de l'ancien régime.....	13
Législation de l'époque intermédiaire.....	15
Législation de 1848	20
Législation actuelle.....	31
P. Leroux.....	9
Locales, élections locales.....	121
Loi organique du 15 mars 1849.....	21
Loi du 31 mai 1850	25
Loi du 15 avril 1884.....	31
Loi du 30 novembre 1875.....	31
Loi du 21 janvier 1889.....	32

M

Mirabeau	2
Montesquieu.....	11
Morlot (Rapport de M.).....s.....	140
Motion de Pierre Leroux.....	9
Municipal, Conseil municipal.....	121

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

157

— Commission municipale	80
— Elections municipales	121

N

Nature du droit des Chambres en matière de vérification des pouvoirs	127
Nature du droit électoral	1

O

Office du juge de l'élection	125
Ordonnance de mars 1673	13

P

Pétion	7
Perte de l'éligibilité	88
Perte de l'éligibilité, bien que le droit d'élire subsiste	88
Pourvoi en Cassation	83
Préfets et sous-préfets. Leur rôle en matière de radiations	72
Prescription de la peine	65
Prescription spéciale en matière d'élections	119
Preuve des incapacités	63
Procédure suivie par les Chambres en matière de déchéance ..	91
Procédure en matière d'élections	118
Proposition de loi de M. Jules Guesde	12
Proposition de loi de M. Vaillant	139

R

Radiation. Demande de radiation formée par les tiers	70
Radiation pour indignité	69
Radiation d'office	70
Rapport de M. Morlot sur la proposition Vaillant	140
Réclamation en radiation	70
Recours contre les élections	101
Règlement du 24 janvier 1789	15
Règlementaire (décret réglementaire du 2 février 1852)	66

Réhabilitation.....	65
Rétroactivité de la loi électorale.....	69

S

Séance du 21 février 1849.....	23
Suites judiciaires de la réclamation.....	70
J, Stuart Mill.....	137

T

Tiers (réclamant).....	70
Tribunal.....	127

V

Vaillant (proposition de loi).....	139
Vérification des pouvoirs des élus.....	121
Vote envisagé comme un droit.....	3
Vote envisagé comme une fonction.....	2

